

RD-CONGO

LE COURRIER
DE KINSHASA

300 FC/200 CFA

www.adiac-congo.com

N° 3588 - MERCREDI 2 OCTOBRE 2019

PARTENARIAT ÉCONOMIQUE

Le FMI et la Banque mondiale
à la rescousse de la RDC

La présidente du Fonds monétaire international (FMI), Kristalina Georgieva, a réitéré, le 30 septembre, la disponibilité de son institution à accompagner les autorités congolaises dans le processus de reconstruction imprimé dans leur pays. L'institution financière internationale s'est engagée, en marge du séjour de Félix Tshisekedi aux Etats-Unis d'Amérique, à travailler en étroite coopération pour restructurer l'administration et la fiscalité

de la République démocratique du Congo (RDC) pour un véritable Etat moderne.

Le président du Groupe de la Banque mondiale, David Malpass, pour sa part, a rassuré aussi du soutien de son institution, notamment dans la lutte contre la maladie à virus Ebola et dans d'autres problèmes urgents de développement tels que la mise en œuvre de la gratuité de l'éducation de base dès cette année.

Page 2



Félix Tshisekedi s'entretenant avec la présidente du FMI, Kristalina Georgieva



Beni, au nord-Kivu, toujours en proie à l'insécurité-

ACCORD-CADRE D'ADDIS-ABEBA

Une nouvelle feuille de route avec des objectifs politiques et économiques

La RDC a proposé la construction d'une vision stratégique commune pour aboutir à un véritable plan pour la paix dans le pays et la région des Grands Lacs. En vue d'accompagner les efforts de pacification, elle a présenté des incitations économiques pour promouvoir des projets régionaux, convaincue que seule une économie régionale forte devrait avoir raison des dernières velléités guerrières.

Six ans après la signature de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba pour la paix, la sécurité et la coopération pour la RDC et la région, il y a eu des avancées dans certains domaines mais le bilan global reste mitigé.

Page 5

LEVÉE DES SANCTIONS CONTRE DES PROCHES
DE JOSEPH KABILA

L'administration Trump dit niet !

C'est en tout cas ce qui ressort de l'entretien que le chef de l'Etat congolais a eu lundi, à Washington, avec l'envoyé spécial des Etats-Unis dans la région des Grands Lacs, Peter Pham. D'après le diplomate américain, Washington ne pourrait revenir sur ses décisions que si la justice congolaise se saisissait du dossier. Il a indiqué que son pays est même prêt à fournir des éléments aux magistrats congolais. Pour Washington, pas question de tirer un trait sur le passé



Félix Tshisekedi et Peter Pham, envoyé spécial des Etats - Unis dans les Grands lacs avant que les personnes humaines, à la corruption et à l'ingérence dans le processus électoral bien avant l'élection de 2018.

Page 4

PROVINCE DE L'ITURI

Les leaders locaux s'engagent à soutenir la lutte contre Ebola

Les acteurs communautaires du territoire de Mambasa ont exprimé, le 28 septembre à la suite d'un briefing, leur volonté de s'impliquer dans la lutte contre l'épidémie en sensibilisant la population sous leur responsabilité à la vaccination, aux enterrements sécurisés et au transfert et suivi des contacts. Un engagement qui a été salué par l'administrateur du territoire, Idris Koma Ko-

kodila, qui les a appelés à s'approprier les activités de la riposte à l'épidémie de la maladie à virus Ebola.

D'autres séances de briefing seront organisées afin de mettre un terme aux rumeurs autour de cette maladie, en donnant la bonne information et en communiquant sur les différentes activités menées pour rompre la chaîne de transmission de ce virus dans la contrée.

Page 3

ÉDITORIAL

Preuve

Preuve s'il en fallait une qu'Emmanuel Macron a bien compris les messages que Jacques Chirac lui avait envoyés de différentes façons avant de gagner l'éternité, l'attention que le président français a portée ces derniers jours aux dirigeants africains, en général, à notre propre chef d'Etat, Denis Sassou N'Guesso, en particulier, est là pour l'apporter. Confronté à de redoutables problèmes intérieurs et extérieurs, le locataire de l'Élysée sait que la France ne se maintiendra dans le petit groupe des grandes puissances que si elle est au cœur d'un réseau d'alliances suffisamment puissant et organisé pour faire entendre sa voix avec force dans les institutions de la gouvernance mondiale. Et, bien évidemment, l'Afrique est pour des raisons historiques au cœur de ce réseau.

Pour dire les choses de façon encore plus claire, Emmanuel Macron est manifestement décidé à faire sienne la politique que Jacques Chirac avait suivie tout au long de ses deux mandats à la tête de l'Etat français : resserrer les liens de toute nature qui unissent la France et l'Afrique, ne pas s'ingérer dans la gestion interne des Etats sous des prétextes fallacieux, assister les dirigeants africains dans leur longue marche vers le développement, rendre à l'Histoire la place qui lui revient dans les relations entre l'ancien et le nouveau monde, aider les Etats à lutter contre l'extrémisme qui menace leur stabilité intérieure, convaincre les grandes entreprises françaises de replacer l'Afrique au cœur de leur stratégie, refaire de la culture et de l'art les liens que la mondialisation menace de distendre, enfin et surtout faire de la lutte contre le dérèglement climatique et de la protection de la nature les objectifs majeurs de la diplomatie française.

Dans ce contexte, il est évident que le Congo, notre Congo, est et sera plus encore demain l'un des partenaires les plus sûrs, les plus déterminés de la France telle qu'Emmanuel Macron la perçoit désormais en héritier assumé de Jacques Chirac. Et c'est ce qui explique pourquoi le président français a marqué de façon claire ces derniers jours, ces dernières heures, sa volonté de réaliser ce que Nicolas Sarkozy et François Hollande s'étaient montrés incapables de comprendre puis de traduire en actes : restaurer les liens de confiance entre l'Afrique et la France hérités des siècles précédents.

Il semble, finalement, que Jacques Chirac est plus présent parmi nous que jamais !

Le Courrier de Kinshasa

LEVÉE DES SANCTIONS CONTRE DES PROCHES DE JOSEPH KABILA

L'administration Trump dit niet !

Pour Washington, il n'est pas question de tirer un trait sur le passé avant que les personnes concernées ne répondent de leurs actes.



Félix Tshisekedi s'entretenant avec la présidente du FMI, Kristalina Georgieva

Le vœu exprimé récemment par le chef de l'Etat, Félix Tshisekedi, au cours de l'émission « International » de TV5 Monde de voir les sanctions américaines prises à l'encontre d'une poignée de responsables politiques et militaires congolais être levées, s'est buté au refus de l'administration Trump qui n'est pas prête à passer l'éponge. C'est en tout cas ce qui ressort de l'entretien qu'il a eu, le 30 septembre à Washington, avec l'envoyé spécial des Etats-Unis dans la région des Grands Lacs, Peter Pham. D'après le diplomate américain, il n'est nullement question que son pays revienne sur sa décision au stade actuel pour autant que la justice congolaise semble être mise à l'écart de ce dossier. « L'administration Trump pourrait revenir sur ses décisions notamment si la justice congolaise se saisit du dossier. Les Etats-Unis se disent, d'ailleurs, prêts à fournir des éléments aux magistrats congo-

lais », a indiqué Peter Pham. Concernant la nature de ces sanctions (gel d'avoirs et interdiction de visas) pour lesquelles Félix Tshisekedi appelle à la levée estimant qu'elles avaient été prises dans un contexte politique marqué par des tensions pré-électorales, le diplomate américain a précisé la position de son pays. « Nos sanctions ne sont pas liées à l'élection ou aux résultats des élections. Nos sanctions sont liées à des perturbations des droits humains, à la corruption et à l'ingérence dans le processus électoral bien avant l'élection de 2018 », a-t-il expliqué. « Les sanctions, c'était pour aider le peuple congolais qui a exprimé la volonté pour le changement. Les sanctionnés sont des personnes qui ont commis des violations des droits humains, la corruption, l'ingérence dans le processus électoral », a renchéri l'envoyé spécial de l'administration Trump dans la région des Grands Lacs. Cette position américaine est

loin de fléchir le chef de l'Etat congolais dans son obstination à plaider la cause des officiels de son pays sanctionnés. Il estime, en effet, qu'après les élections organisées en décembre 2018, ces mesures peuvent être assouplies, du moins pour des personnes qui ne sont pas impliquées dans la violation des droits de l'homme. Pour celles qui sont trempées dans ces violations, Félix Tshisekedi était clair à ce sujet. Elles ne peuvent pas compter sur son soutien. Ces sanctions, rappelons-le, ciblent notamment le président de la Commission électorale nationale indépendante, Corneille Nangaa; le président de la Cour constitutionnelle, Benoît Lwamba; et l'ancien speaker de l'assemblée nationale, Aubin Minaku, tous considérés par Washington comme ayant enfreint le processus électoral par des cas de violations des droits de l'homme.

Alain Diasso

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé, Jean Kodila
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mbooussa Gassia

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service)

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Quentin Loubou (Coordination), Durly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikomat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali-Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port -

Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa - RDC -
Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndongidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Administration des ventes : Marina Zodialho, Sylvie Addhas

Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama
Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Mauakani, Christian Nzoulani
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelé Ngono

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service pré-press : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengutu Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo
Tél. : 06 700 09 00
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

PROVINCE DE L'ITURI

Les leaders locaux s'engagent à soutenir la lutte contre Ebola

Les acteurs communautaires du territoire de Mambasa ont exprimé, le 28 septembre à la suite d'un briefing, leur volonté de s'impliquer dans la lutte contre l'épidémie, en sensibilisant la population sous leur responsabilité à la vaccination, aux enterrements dignes et sécurisés, au transfert et suivi des contacts.



---es leaders locaux en séance de briefing

Les leaders locaux du territoire de Mambasa se sont engagés aussi à appuyer le suivi de tous les sujets contacts identifiés, à partager avec les équipes de surveillance toutes les informations sur tous les sujets contacts et à informer les équipes sanitaires.

Un engagement qui a été salué par l'administrateur du territoire, Idris Koma

Kokodila, qui les a appelé à s'appropriier les activités de la riposte à l'épidémie de la maladie à virus Ebola. Il a, par ailleurs, insisté sur le fait que ces leaders locaux doivent apporter un soutien permanent aux équipes de la riposte à travers la prière, les conseils aux membres de communautés respectives afin de mettre fin à cette maladie

dans son territoire.

« Les agents de la riposte sont venus à Mambasa pour nous aider à en finir avec cette épidémie par la vaccination, le suivi des cas, les enterrements dignes et sécurisés, la prise en charge », a-t-il souligné.

« Nous devons tous sauver des vies humaines à Mambasa, car nous

sommes tous sous la menace de ce virus. Nous devons tous nous associer comme un seul homme aux équipes de la riposte pour mettre fin rapidement à cette maladie dans notre territoire », a conseillé l'administrateur du territoire de Mambasa, illustrant le cas de l'aire de santé de Somwe, qui aujourd'hui a adhéré aux activités de la riposte, alors qu'auparavant, c'était une zone hostile.

Pour le coordonnateur général adjoint de la riposte, Justus Nsio Mbata, cette séance a constitué la première rencontre entre les autorités politico-administratives de Mambasa et ses équipes. D'autres rencontres seront organisées dans ce cadre afin de rompre les rumeurs autour d'Ebola, de donner la bonne information sur la maladie et les différentes activités menées pour rompre la chaîne de transmission de ce virus dans cette contrée. Cette rupture, a-t-il dit, se fera par le suivi des cas, la prise de température par le ther-

momètre laser, la vaccination, la prise en charge des malades, le respect des mesures d'hygiène et surtout par l'engagement communautaire.

Pour leur part, les chefs de rue et de quartier de Mambasa ont demandé à l'autorité territoriale de faire circuler une note sur les enterrements dignes et sécurisés, qui ne peuvent être effectués que par les équipes de la riposte commis à cette activité. Ils ont aussi demandé à cette équipe l'utilisation des relais locaux pour chaque communauté.

Les responsables des églises chrétiennes et musulmanes de Mambasa ont été également briefés, le même jour, sur la maladie à virus Ebola. Ils ont aussi manifesté leur engagement pour s'impliquer dans cette lutte dans leurs églises respectives. Au total, la zone de santé de Mambasa a déjà notifié quatre-vingts cas confirmés et trois cas probables. Vingt et un décès ont été signalés.

Blandine Lusimana

GRANDE RENTRÉE LITTÉRAIRE

Les bouquinistes n'étaient pas en reste

Les ouvrages de seconde main, étalés à même le sol comme à l'accoutumée, n'ont pas manqué d'attirer les lecteurs intéressés autant par eux que par les nouvelles publications des librairies présentes à la quatrième édition de l'événement annuel du Centre Wallonie-Bruxelles (CWB), organisé du 12 au 15 septembre dernier, à la Place des artistes à Matonge.

Invités à la même enseigne que les libraires, les bouquinistes avec en tête de file le président de leur association, Flory Gebanda Lingole, étaient bien fiers de participer au grand marché du livre tenu pour la seconde année de suite au cœur du rond-point Victoire.

Le fonds présenté aux potentiels acheteurs par les revendeurs des livres d'occasion était comme d'ordinaire rangé à terre. Composé de plusieurs types de livres, notamment des ouvrages documentaires, de littérature, des encyclopédies, des dictionnaires, etc., traitant des sujets de tout genre, il avait l'avantage d'offrir là un choix plus large que celui des librairies et autres maisons d'éditions locales et même étrangères. Ce que, d'ailleurs, a reconfirmé Flory Gebanda comme un militaire passant en revue ses

troupes. « Nous avons ici une diversité de titres que nous étalons ici à la portée de tous les visiteurs », a-t-il indiqué.

En effet, l'on pouvait consulter à souhait des écrits portant aussi bien sur l'économie, la société que la politique, etc., selon que l'on était intéressé par l'un ou l'autre.

Alors qu'il assurait lui-même la tenue du stand qui leur était alloué, Flory Gebanda s'est inscrit en faux contre cette pensée répandue selon laquelle les Congolais ne lisent pas. « Si les Congolais ne lisaient pas, je n'aurais pas passé plus de vingt ans à vendre des livres. J'en vis depuis plus de deux décennies. Et, notre doyen qui a commencé à vendre des livres depuis 1962 n'aurait pas continué de le faire », a-t-il témoigné.



Flory Gebanda devant le stand de l'ABC, lors de la grande rentrée littéraire organisée par le Centre Wallonie-Bruxelles

Vente journalière assurée

Les allées et venues des visiteurs dès l'ouverture devant ce stand qui, à la différence de tous les autres, proposait ses livres étalés à terre au centre-ville ou certains autres coins de la ville confortaient les propos du bouquiniste. À cet effet, Flory Gebanda a affirmé : « Il y a un engouement, les gens viennent et achètent. Ils s'intéressent à la lecture », re-

connaissant néanmoins que la conjoncture ne facilite pas beaucoup les choses pour assurer une bonne vente.

Par ailleurs, le président de l'ABC s'est bien gardé de livrer toute estimation sur le nombre de livres vendus par jour, assurant toutefois qu'il ne rentrait jamais bredouille après une journée passée à son poste.

Pour ce qui est de son approvisionnement personnel,

Flory Gebanda a révélé : « Vous savez, le livre est un trésor pour le bouquiniste. Il m'arrive de vendre un livre et de garder espoir qu'il va me revenir. Et cela se produit souvent. Un acheteur buté à des problèmes d'argent me ramène le livre que je rachète après une négociation de prix ». Cette petite anecdote partagée avec un petit sourire est, a-t-il dit, l'une des manières singulières parmi tant d'autres qui leur permet de s'approvisionner continuellement.

L'ABC est une association qui a ses assises à travers toute la République démocratique du Congo. « Nous sommes éparpillés dans Kinshasa. Vous trouverez partout une représentation des bouquinistes, il y en a bien au-delà de mille, rien que pour cette ville. Mais les membres de l'ABC se retrouvent également dans d'autres villes provinciales à l'instar de Lubumbashi et Kisangani », a affirmé son président.

Nioni Masela

FINANCES

Le FMI et la Banque mondiale à la rescousse de la RDC

Les deux institutions financières internationales ont réitéré leur volonté d'appuyer les efforts de relance des nouvelles autorités du pays.

Poursuivant son périple euro-américain, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo a mis à profit son passage à Washington pour prendre langue avec les responsables des institutions de Bretton Woods afin de poser les bases d'une nouvelle ère de coopération agissante et efficace. Le 30 septembre, il a été reçu par la présidente du Fonds monétaire international (FMI). Une rencontre empreinte de cordialité qui a permis aux deux personnalités d'évaluer le partenariat République démocratique du Congo (RDC)-FMI et d'entrevoir de nouvelles perspectives.



Félix Tshisekedi et Peter Pham, envoyé spécial des États-Unis dans les Grands lacs

Très satisfaite à l'issue de son entrevue avec le numéro un congolais, Kristalina Georgieva a réitéré la disponibilité de son institution à accompagner les autorités congolaises dans le processus de reconstruction imprimé dans le pays. L'engagement a été pris, de part et d'autre, de travailler en étroite coopération pour res-

structurer l'administration et la fiscalité de la RDC pour un véritable Etat moderne.

Rappelons qu'au terme des consultations de 2019 au titre de l'article IV avec la RDC, le FMI lui avait émis quelques recommandations dans le but de booster son économie et promouvoir une croissance inclusive. Il s'est agi, pour la RDC, de privi-

léger la réduction des formalités administratives, de simplifier le système fiscal et de réformer le système judiciaire. D'autres recommandations portaient sur la lutte contre la corruption et l'amélioration de la gouvernance afin de renforcer l'efficacité des dépenses publiques et les perspectives de croissance. Le gouvernement s'est dit prêt à fournir des efforts dans le sens des conseils prodigués par le FMI qui, par ailleurs, a appelé au renforcement de la transparence et à la responsabilisation dans la gestion des ressources naturelles.

Outre son entretien avec la présidente du FMI, le président de la République a rencontré, le même jour à Washington, le président du Groupe de la Banque

mondiale. Ce dernier lui a aussi rassuré du soutien de son institution, précisément dans la lutte contre la maladie à virus Ebola et dans d'autres problèmes urgents de développement tels que la mise en œuvre de la gratuité de l'éducation de base dès cette année. Réitérant sa volonté de renforcer sa coopération stratégique avec la RDC, David Malpass a réaffirmé l'appui de son institution dans le financement des projets intégrateurs dans les provinces du pays. D'après une source proche de la délégation congolaise, des discussions sont en cours dans le but de faire quasiment doubler l'appui de la Banque mondiale, qui devrait passer de six cents millions de dollars américains à environ un milliard de dollars.

Alain Diasso

INTERVIEW.

Sinzo Aanza : « L'important n'est pas forcément l'aboutissement de l'événement mais tout le processus »

La biennale Yango, dont la première édition de 2014 avait connu un retentissement international, va lancer la seconde en 2020. À la suite de la conférence de presse tenue au début du mois dernier, Le Courrier de Kinshasa tient de l'interview avec le jeune auteur congolais de renom, directeur artistique de l'association organisatrice, qu'un point d'honneur est fait sur le processus du projet.

Le Courrier de Kinshasa (L.C.K.) : Comment pourrait-on vous présenter à nos lecteurs ?

Sinzo Aanza (S.A.) : Mon nom est Sinzo Aanza, je suis un artiste visuel et un auteur de littérature, de fiction. Je suis également le directeur artistique de l'association Yango Biennale qui organise la biennale Yango.

L.C.K. : La première édition de Yango a été organisée il y a près de cinq ans maintenant. Le sphinx renaît-il enfin de ses cendres après cette longue léthargie ?

S.A. : Il se passe que Yango a été créée par feu Kiripi Katembo. Le projet était très ambitieux. Kiripi a voulu l'initier dans le contexte kinois et la première édition a servi à lancer les choses. Mais, entre-temps, il est décédé et cela a fragilisé toute l'équipe. Il a fallu restructurer et rétablir des stratégies par rapport à la ville, aux institutions, au monde même, notamment dans le choix des commissaires. Parce que cela suppose promouvoir à la fois des artistes, des idées, établir des connections avec d'autres pratiques artistiques, d'autres idées, avec de la recherche, etc. C'était tout de même un travail important à faire.

L.C.K. : À quoi doit-on s'attendre avec ce retour opéré au bout de cinq ans de silence ? Peut-on déjà parler d'un calendrier à ce stade ?

S.A. : Oui, il y a un début de calendrier. Les commissaires sont venus

à Kinshasa pour une première série de rencontres. D'abord avec la ville. Faire des parcours à travers la ville, voir comment l'on y inscrit physiquement un projet comme celui-là. Rencontre de l'équipe de la biennale, avoir des premières entrevues aussi avec quelques espaces institutionnels, leurs acteurs. C'était aussi une occasion de lancer officiellement les activités, commencer le processus qui va chuter par des expositions.



Sinzo Aanza, directeur artistique de Yango, la biennale d'art contemporain de Kinshasa

Nous avons prévu d'organiser des ateliers dans la première quinzaine de février 2020 entre des personnes du milieu de la recherche et des artistes contemporains, visuels et

d'autres disciplines de Kinshasa. Il y aura ensuite une autre étape dans la deuxième quinzaine de juin qui sera plus ou moins dans le même esprit mais ouverte aussi aux artistes au-delà du Congo. Des Africains, des Européens, etc. Nous tenons à ce que la première étape se concentre sur des artistes congolais. Et, comme c'est la biennale de Kinshasa, les Kinois seront forcément plus nombreux à toutes les étapes du projet. Il y aura aussi des résidences parce que les artistes seront plus engagés dans le processus de réflexion avec les commissaires, les chercheurs, etc., à la manière dont leurs œuvres se placeront dans la ville. Les résidences vont aider à mettre cela en place avant

d'aboutir à l'événement.

L.C.K. : Quand Yango se tiendra-t-elle en fin de compte ?

S.A. : Elle est prévue pour 2021. Mais la biennale s'appelle Yango 2020

parce que pour nous, l'important n'est pas forcément l'aboutissement de l'événement mais tout le processus. Et, l'essentiel du processus est situé dans l'année 2020.

L.C.K. : En parlant du prélude de la biennale, vous avez évoqué la présence à Kinshasa des commissaires. Ce sera apparemment plus que l'unique de coutume, combien il y en aurait-il au juste ?

S.A. : Il y a deux commissaires pour cette édition car nous avons préféré diversifier les profils comme le projet lui-même s'est aussi diversifié. Il y a l'universitaire, chercheuse et penseuse Yala Kisukidi. Une philosophe d'origine congolaise qui devient de plus en plus importante sur la scène internationale et dont le champ de recherche s'intéresse également aux créations artistiques, notamment à leurs perspectives africaines. Et l'autre, c'est Sara Alonso Gomez qui est commissaire d'exposition et curatrice. C'est une chercheuse cubaine qui fait des recherches en laboratoire et organise des événements. Elle a longtemps travaillé pour le compte de la biennale de la Havane également.

L.C.K. : Vous dites que la biennale s'est diversifiée, qu'en est-il concrètement ?

S.A. : La première édition était surtout focalisée sur les arts plastiques et la performance, restait plus ou moins cantonnée sur une conception plastique de l'art. Mais nous avons réfléchi au fait que l'art contemporain, dans la manière dont il se pense, permet tellement de choses, notamment une ouverture aux autres disciplines. C'est dire qu'un artiste contemporain

n'est pas forcément celui qui peint un tableau, par-delà l'œuvre, il y a ce que l'on établit comme expérience, réflexion. Ce genre d'ouverture, à notre avis, permet de prendre la ville dans tout ce qu'elle peut offrir comme proposition. Nous avons une ville de création assez importante en musique, théâtre, littérature, etc. Aussi, nous ne voulions pas que des propositions de ce genre soient mises à l'écart d'un projet comme celui-ci et du processus à entamer avec des chercheurs et des artistes sur les nouvelles manières de poser l'art dans la ville et de lui proposer le discours des artistes.

L.C.K. : Qu'est ce qui s'ajoute essentiellement aux arts plastiques en 2020 ?

S.A. : Il s'ajoute de la littérature, du théâtre éventuellement, de la musique et même des éléments de design, de la nouvelle technologie. Car il faut considérer aussi que beaucoup de choses intéressantes se font dans le domaine du numérique, par exemple, etc. L'idée c'est de voir comment cela peut contribuer à construire des propositions artistiques qui soient assez pertinentes et des idées assez fortes en termes d'imagination et de création dans notre contexte.

L.C.K. : À ce stade des préparatifs de Yango 2020, peut-on connaître le nombre des artistes participants ?

S.A. : À ce stade, non. Les commissaires travaillent à l'élaboration d'un projet sur la base duquel l'on définira le nombre exact des artistes et dans quels lieux spécifiques ils interviendront et à combien ils le feront, etc.

Propos recueillis par Nioni Masela

ACCORD-CADRE D'ADDIS-ABEBA

Une nouvelle feuille de route avec des objectifs politiques et économiques

La République démocratique du Congo (RDC) a proposé la construction d'une vision stratégique commune pour aboutir à un véritable plan pour la paix dans le pays et la Région des Grands Lacs. Pour accompagner les efforts de pacification, elle a présenté des incitations économiques pour promouvoir des projets régionaux. Seule une économie régionale forte devrait avoir raison des dernières velléités guerrières.

Six ans après la signature de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba pour la paix, la sécurité et la coopération pour la RDC et la région, il y a eu des avancées dans certains domaines mais le bilan global reste mitigé. En effet, l'est de la RDC est toujours en proie à des attaques meurtrières. « Diverses estimations font état de plusieurs dizaines de millions de morts parmi les innocents. Ça doit s'arrêter ! Nous devons y mettre un terme », a déclaré le coordonnateur du comité exécutif du Mécanisme national de suivi de ce texte, Claude Ibalanky Ekolomba, lors de l'ouverture de la conférence internationale des pays signataires dudit

accord-cadre, le 27 septembre dernier à New-York. La rencontre s'est tenue en marge de la 74^e session ordinaire de l'assemblée générale des Nations unies. En présence du chef de l'Etat, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, et d'autres officiels congolais, dont les gouverneurs des provinces touchées, Claude Ibalanky Ekolomba a présenté une situation sécuritaire catastrophique dans cette partie du pays. « Des personnes issues des communautés locales et des pays étrangers s'organisent notamment en bandes armées pour terroriser les paisibles et innocents citoyens, pour exploiter et exporter illi-

citement et illégalement les ressources naturelles, surtout minières, et pour incendier aveuglément des villages entiers et exterminer leurs habitants. Souvent sans revendications politiques », a-t-il laissé entendre. Selon lui, la paix ne peut passer que par des actions concrètes non seulement pour dissuader les forces négatives mais aussi pour déterrer les racines des violences. Nommé le 18 mars dernier par le chef de l'Etat, le patron du Mécanisme national de suivi a reçu la lourde mission de mettre en œuvre une nouvelle feuille de route qui comprend plusieurs objectifs importants, dont la lisibilité

de l'engagement des parties signataires de l'Accord, la restauration et la consolidation de la paix dans l'est du pays et les opportunités d'investissements transfrontaliers au bénéfice de la région des Grands Lacs pour soutenir les efforts de pacification. Si la question sécuritaire ne pouvait être éludée lors de cette rencontre, la RDC en a profité tout de même pour promouvoir les incitations économiques de la paix. « Cette conférence entend aussi mettre l'accent sur les investissements dans la perspective de la consolidation de la paix. Il s'agit particulièrement des investissements transfrontaliers qui concourent à l'intégration régionale », a souligné Claude Ibalanky. Le contexte politique congolais avec l'alternance dé-

mocratique et pacifique se prête bien à plus d'audace, se convainc-t-il. Il a appuyé totalement l'engagement du président de la République à s'investir dans la paix, la sécurité et la stabilité de la région. « Nous avons donc la responsabilité individuelle et collective, selon nos fonctions respectives, de marquer positivement notre temps et de contribuer significativement à la paix », a-t-il dit. Rien ne peut freiner les efforts pour atteindre ces objectifs car, a-t-il conclu, « notre détermination peut faire avancer le processus de décision vers un soutien plus fort pour la paix en RDC et dans la région ». Ces travaux doivent baliser le terrain pour avancer dans le processus de paix dans la région.

Laurent Essolomwa

LINAFOOT/LIGUE 1

DCMP s'impose face à Don Bosco

Après leur qualification en seizièmes de finale bis de la Coupe de la Confédération, les Immaculés de Kinshasa ont tenu à rester dans une dynamique de succès en championnat national face aux Salésiens de Lubumbashi.

Le Daring Club Motema Pembe (DCMP) a battu, le 30 septembre au stade des Martyrs de Kinshasa, le Cercle sportif Don Bosco de Lubumbashi, par deux buts à un, en match avancé de la 14^e journée de la 25^e édition du championnat de la Ligue nationale de football (Linafoot). Vinny Bongonga, buteur contre El Watani du Khartoum en match retour des seizièmes de finale de la 17^e Coupe de la Confédération, a ouvert la marque à la 32^e mn pour les Immaculés. Mais les Salésiens ont égalisé par Ntimba Mbabu, à la 48^e. DCMP a repris définitivement son avantage au score

à la 57^e mn par le canal de William Likuta sur une passe décisive du milieu offensif ivoirien Junior Koné.

Les protégés du coach Isaac Ngata, auréolés de leur récente qualification en seizièmes de finale bis de la C2 africaine, ont donc enregistré une nouvelle victoire. Ils restent sur une belle dynamique, n'ayant encore concédé la moindre défaite depuis le coup d'envoi de l'édition 2019-2020 du championnat national de football. DCMP compte désormais sept points après trois matchs livrés. Don Bosco, pour sa part, est bloqué à dix points après



DCMP de Kinshasa

avoir livré plus de matchs que DCMP. En parallèle avec un bon début de saison au niveau local, le club vert et blanc de Kinshasa qui s'est qualifié péniblement pour les seizièmes de finale bis de la

Coupe de la Confédération pourra trouver sur son chemin soit Enyimba d'Aba du Nigeria, soit Fosa Juniors de Madagascar ou encore Horoya de la Guinée Conakry. Ces clubs viennent d'être éliminés en seizièmes de

finale de la Ligue des champions d'Afrique. Le tirage au sort pour les seizièmes de finale bis de la Coupe de la Confédération est prévu le 9 octobre.

Martin Engimo

**UNE ADRESSE E-MAIL
POUR NOUS ADRESSER VOS ANNONCES
PLUS RAPIDEMENT**

regie@lesdepechesdebrazzavilles.fr



www.lesdepechesdebrazzaville.fr

DÉPARTEMENT DU POOL

Des kits aratoires et intrants agricoles pour la population de Mindouli

L'aide apportée par le ministère des Affaires sociales et de l'action humanitaire aux habitants de sept localités du district s'inscrit dans le cadre du programme d'appui au relèvement post-conflit aux familles vulnérables.

Le gouvernement continue d'apporter assistance aux déplacés du Pool ayant regagné leurs localités respectives en vue de leur autonomisation.

Le programme d'appui au relèvement en exécution obéit à cette nécessité. Ainsi, du 27 au 29 septembre, une délégation du ministère des Affaires sociales et de l'action humanitaire, conduite par Alice Tsoumou Mpili Gavouka, conseillère à l'action humanitaire de la ministre, s'est rendue à Mindouli pour mettre à disposition de la population des kits aratoires et des intrants agricoles.

L'objectif étant de contribuer à l'amélioration des conditions de vie à travers le rétablissement des moyens de production agricole.

Ces outils ont été distribués suivant deux approches de ciblage des bénéficiaires: approche par ménage et approche communautaire.

Cinq cents ménages ont donc bénéficié des semences de plusieurs denrées alimentaires (choux pommé,



Un échantillon des kits mis à la disposition des bénéficiaires

oignon, poivron, tomate, aubergine violette, concombre et haricot vert ...) et des brouettes. Cinquante groupements agricoles ont également bénéficié de cette assistance.

Les bénéficiaires de Mindouli-Centre, Ngandou-Bouzoua, Kinkanda, Kingoyi, Nsakou-Nsakou, Ngongo (Ngolo-Ndoundou), Mpassa-Mines et Paris Sala ont salué l'initiative qui leur permettra désormais de se prendre en charge.

« L'approvisionnement en semences et intrants que nous venons de recevoir va assurer la production et les récoltes des cultures vivrières qui auront le plus d'impact sur la sécurité alimentaire. Nous sommes sur la route nationale 1 et bien placés pour

écouler nos produits à Brazzaville et Pointe-Noire. Nous attendions cette assistance depuis longtemps. Elle est la bienvenue aujourd'hui. Un grand merci au gouvernement », a déclaré Siasia Diouf, le chef du village de Ngandou-Bouzoua. Il a promis de veiller à ce que le matériel aratoire et les intrants soient utilisés à bon escient.

Soulignons que le programme d'appui au relèvement de la population du Pool va se poursuivre jusqu'à atteindre toutes les autres contrées où se trouvent les couches vulnérables non assistées.

Rominique Makaya

AFRIQUE

Le top 10 des pays les plus attractifs en 2020

L'édition dresse la liste des dix pays les plus captivants du continent pour les investissements l'année prochaine.

Le classement tel que présenté est l'œuvre du groupe financier sud-africain «Rand merchant bank». C'est sa neuvième édition intitulée «Where to invest in Africa». Les économies les plus attractives restent globalement les mêmes par rapport aux précédentes publications. Mais il faut noter des changements importants dans les différentes positions occupées.

L'Egypte reste le pays africain le plus attrayant pour les investissements, en raison de son marché démographique important, de l'amélioration de l'environnement des affaires et de la politique d'industrialisation mise en place par le gouvernement.

La deuxième place revient désormais au Maroc, dont la croissance moyenne pourrait atteindre 4% au cours des prochaines années. Il prend la place qu'occupait l'Afrique du Sud, dont l'économie connaît un «ralentissement cyclique», «une croissance atone» et «un environnement des affaires qui s'est dégradé». Le Kenya, le Rwanda et le Ghana occupent respectivement les 4e, 5e, et 6e places, tandis que la Côte d'Ivoire gagne trois places pour occuper la position de septième pays africain le plus attractif pour les investissements. Sa performance est due à son économie de plus en plus diversifiée, marquée par une croissance élevée et de grands projets infrastructurels.

Les trois dernières places du classement reviennent au Nigeria (8e), à l'Ethiopie (9e) et à la Tunisie (10e) qui fait son entrée dans le carré des dix pays les plus attractifs du continent africain.

Noël Ndong

CUBA

Le parlement désignera le président de la République le 10 octobre

Le poste rétabli lors de la récente réforme constitutionnelle va certainement revenir à l'actuel dirigeant, Miguel Diaz-Canel, au moment où l'île subit le poids des sanctions de l'administration Trump, selon plusieurs analystes.

À l'instar de ses prédécesseurs Fidel Castro (1976 à 2008) et Raul Castro (2008 à 2018), Miguel Diaz-Canel occupe le poste de président des Conseils d'Etat et des ministres, notamment depuis avril 2018.

Lors de la séance extraordinaire du parlement prévue pour la circonstance, les élus mettront en application la nouvelle Constitution du pays, adoptée par référendum en février. Le texte rétablit, après plus de quarante ans d'absence, les postes de président de la République et de vice-président.

En ce qui concerne la vice-présidence, elle sera assurée par un député qui sera désigné parmi d'autres élus ainsi que par le président, avant d'être ratifié par le parlement en décembre.

Le président et le vice-président, tous issus du Parti communiste cubain (PCC), unique formation politique au pouvoir, auront un mandat de cinq ans, renouvelable une fois.

Outre ces deux postes, la séance parlementaire du 10 octobre permettra aussi de désigner le président de l'Assemblée nationale. Il aura pour mission de diriger également le Conseil d'Etat, réduit de trente et un à vingt et un membres. Quant au parlement, il sera réduit de 605 à 474 députés lors des élections générales de 2023.

Les Cubains attendent impatiemment l'application de la réforme constitutionnelle qui va survenir alors que le pays souffre depuis plusieurs semaines de graves pénuries de carburant, que le gouvernement attribue aux sanctions américaines. Cuba reproche à l'administration Trump d'être déterminée à miner son soutien au gouvernement de Nicolas Maduro, au Venezuela, principal fournisseur de pétrole de La Havane.

Notons qu'à Cuba, les députés et la majorité des postes soumis à élection populaire doivent d'abord être désignés par une commission de candidatures, sous le contrôle du PCC.

Nestor N'Gampoula

AVIS DE RECRUTEMENT

Poste : **Assistant aux Ressources Humaines**
Localité : **Brazzaville Bureau de Coordination**
Supervisé par : **Responsable des Ressources Humaines**

Description du poste

Sous la supervision du Responsable des Ressources Humaines, il assurera les tâches suivantes :

- Fournit une assistance générale auprès du service des ressources humaines ;
- Procède aux versements des taxes auprès des services de la CNSS et des Impôts ;
- Fait le suivi quotidien des dossiers du personnel à la :

- CNSS
- ONEMO
- Procède à l'immatriculation des nouvelles recrues ;

• Maintient à jour la base de données ;
Assure l'archivage des différents documents administratifs et notamment fait progressivement les scans de tous les documents pour une meilleure conservation des données ;

- Dossiers du personnel,
- Assurance
- Contrats de bail et autres

• Organise l'accueil et/ou l'accompagnement de tout le personnel évacué à Brazzaville pour les problèmes de santé pour un meilleur suivi des dossiers médicaux ;

• Assiste le Responsable des Ressources Humaines dans l'archivage des documents des différents projets de WCS :

- Sous la supervision du responsable de ressources Humaines, assure le suivi des échéances des différents contrats de travail et contrats de bail pour un éventuel renouvellement ;
- Veille à la bonne utilisation des équipements affecté au service des ressources humaines ;
- Prépare le planning de travail des gardiens ;

- Prépare le fichier de la déclaration annuelle des salaires mois après mois et le soumet à son responsable hiérarchique ;
- Remplace la secrétaire à l'accueil pendant les périodes d'absence (permissions et autres) ;
- Exécute toute autres tâches à la demande de son superviseur ;

Qualification/Qualités

- Niveau d'études BAC+2 ;
- Avoir une expérience au moins de 2 ans de Travail en ressources humaines /secrétariat ;
- Excellentes qualités de communication ;
- Bonnes dispositions créatrices et stratégiques ;
- Capacité de travailler effectivement et en harmonie avec des collègues issus de différentes cultures et expérience professionnelles ;
- Capacité de travailler avec un minimum de supervision et de rester calme sous la pression ;
- Esprit d'équipe et la volonté de voyage pour soutenir la réalisation des objectifs du projet ;
- Capacité de gérer la charge de travail dans le calendrier général des travaux, des instructions et des pratiques standard.

- Discrétion dans la gestion des dossiers ;
 - Connaissance de l'informatique (traitement de texte, tableur) Word et d'Excel indispensable
- Veillez envoyer votre Curriculum vitae avec une lettre de motivation à Monsieur le Directeur Administratif et Financier de Wildlife Conservation Society (WCS) 151 Avenue Général de Gaulle - Plateau Ville - Brazzaville B.P : 14537 ; wsccongobrazza@wcs.org au plus tard le 20 Octobre 2019. Seuls les candidats présélectionnés seront contactés à passer le test.

SAHEL

Les attaques djihadistes de plus en plus fréquentes

Du fait des violences perpétrées dans les pays membres de la force conjointe (Mali, Burkina Faso, Mauritanie, Niger et Tchad), le nombre de morts civiles entre 2012 et 2018 a été multiplié par quatre, selon l'ONU.

Au Burkina Faso, par exemple, la dernière attaque djihadiste date du 28 septembre, causant la mort à dix-sept personnes dans le nord du pays, dont un militaire. D'après des sources sécuritaires, des hommes venus à bord de motos (une vingtaine), le même jour dans la matinée, ont attaqué le village de Komsilga, dans la commune de Zimtanga (province du Bam), tuant neuf personnes parmi les habitants. Les insurgés avaient même incendié des boutiques. Puis, dans la soirée, aux environs de 18h 00, des individus armés ont également attaqué le village de Déneon, toujours dans la commune de Zimtanga, tuant sept personnes.

« Un groupe de militaires a subi une attaque à Déou (province du Soum), et l'un d'eux y a été tué au cours des échanges de tirs », a indiqué une autre source, ajoutant que les dispositifs sécuritaires ont été renforcés et déployés pour des ratissages dans ces zones. Auparavant, plus précisément le 23 septembre, neuf civils avaient été tués dans deux attaques à Pisselé et Boulkiba, deux localités situées de la province du Bam.

A ce jour, rien qu'au Burkina Faso, plus de cinq cent quatre-vingt-cinq personnes ont été tuées depuis 2015, en particulier dans le nord-est. Une crise humanitaire s'en est suivie avec près de trois cent mille déplacés qui ont fui cette partie du pays pour se réfugier plus au sud où la pression djihadiste est moins forte. La situation du pays s'est de plus en plus dégradée du fait des violences intercommunautaires ayant débouché sur la

fermeture d'environ deux mille écoles.

Le Mali ne vit pas non plus en paix puisque ses autorités ne parviennent pas toujours à contrer l'action des djihadistes. En témoignent le fait que les attaques terroristes ne diminuent guère dans le pays. Et pas plus longtemps que le 26 septembre, sept soldats maliens ont été tués dans une embuscade imputée aux djihadistes dans le centre. L'attaque survenait alors que la situation sécuritaire continue de se dégrader dans le pays en proie depuis 2012 aux insurrections indépendantistes, salafistes et djihadistes, et aux violences interethniques meurtrières.

La création d'une force internationale s'avère nécessaire

Outre le Burkina Faso et le Mali, des attaques sont commises également dans d'autres pays de la région, ainsi qu'au Cameroun. C'est pourquoi, lors

d'une réunion de haut niveau consacrée au Mali et au Sahel, tenue en marge de l'assemblée générale des Nations unies, le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, s'était alarmé de « l'escalade continue de la violence au Sahel et son expansion vers les pays du golfe de Guinée ». « Soyons clairs, nous sommes en train de perdre du terrain face à la violence et au terrorisme », avait-il admis.

« Plus de cinq millions de personnes ont besoin d'aide humanitaire, plus de quatre millions ont été déplacées, trois millions d'enfants ne sont pas scolarisés et près de deux millions de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire », ajoutait le chef de l'ONU.

Pour éviter que les djihadistes étendent leurs attaques aux pays situés plus au sud du Sahel, les pays de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (Cédéao), réunis à Ouagadougou

(Burkina Faso) lors d'un sommet extraordinaire sur le sujet à la mi-septembre, avaient décidé d'un plan d'un milliard de dollars sur quatre ans.

En attendant de trouver ces fonds, le président nigérien, Mahamadou Issoufou, président en exercice de la Cédéao, demande la création d'une force internationale pour lutter contre les groupes terroristes au Mali, au Niger et au Burkina Faso. Ceci pour la simple raison que les résultats du G5 Sahel, la force multinationale qui devait comprendre cinq mille hommes, sont très minces, selon plusieurs analystes.

L'idée de la force régionale, poussée par la France, était de faire monter en puissance les armées régionales pour épauler l'armée française, qui conduit dans la région l'opération Barkhane (quatre mille cinq cents militaires) contre les djihadistes depuis 2014.

Nestor N'Gampoula

SOMALIE

Attaques contre une base américaine et un convoi de l'Union européenne

Les assauts ont été menés le 30 septembre par les shebab : le premier, à environ 100 km au nord-ouest de Mogadiscio, et le second, contre le convoi militaire de l'Union européenne (UE), a eu lieu dans la capitale somalienne, a-t-on appris.

Selon Mohamed Adan, un notable sur place, des explosions, suivies par des échanges de coups de feu, ont été entendues en début de matinée sur la base de Baledogle, une installation qui dépend officiellement de l'armée nationale somalienne. « Deux fortes explosions ont eu lieu, la première plus forte que l'autre. Il y a eu de lourds échanges de coups de feu après les explosions, mais nous n'avons pas de détails sur ce qui se passe », a-t-il confié. Il a ajouté que la base de Baledogle abrite des conseillers américains qui forment les commandos somaliens et une piste de décollage pour des drones militaires américains. L'attaque, revendiquée par les militants islamistes shebab, affiliés à Al-Qaïda, a été confirmée par plusieurs témoins.

Dans un communiqué, les insurgés ont affirmé qu'une « unité d'élite de la brigade des martyrs shebab a mené un raid audacieux contre l'aéroport militaire américain de Baledogle », précisant: « Après avoir franchi le périmètre de sécurité de cette base fortement sécurisée, les moujahidines ont pris d'assaut le complexe militaire et combattu férocelement les croisés ». À Mogadiscio, des témoins parlent d'un véhicule piégé qui

a heurté un convoi transportant des conseillers militaires italiens de la Mission de formation de l'Union européenne en Somalie (EUTM-S), chargés d'entraîner l'armée de ce pays. L'un d'eux, Omar Abikar, un responsable sécuritaire, a dit qu'une « voiture piégée a visé des conseillers militaires de l'UE ». Il a poursuivi qu'« un véhicule bourré d'explosifs a été projeté sur le convoi de véhicules et il y a des victimes ».

L'attaque de la capitale somalienne a été confirmée par l'EUTM-S, précisant dans un communiqué qu'un de ses convois, qui revenait d'une « activité » à Villa Gashandigha, où sont installés le ministère de la Défense et les quartiers généraux de l'armée somalienne, « a été touché ». Il n'y a pas eu de victime parmi les soldats de l'EUTM-S, même si « deux véhicules ont été endommagés », a indiqué la source. Les shebab ont été chassés de Mogadiscio en 2011. S'ils ont ensuite perdu l'essentiel de leurs bastions, il faut faire remarquer que ces islamistes contrôlent toujours de vastes zones du pays où ils mènent des opérations de guérilla et des attentats-suicides, y compris dans la capitale, contre des objectifs gouvernementaux, sécuritaires ou civils. Dans leur lutte contre le pouvoir, ils ont juré la perte du gouvernement, soutenu par la communauté internationale et par les vingt mille hommes de la force de l'Union africaine en Somalie.

N.N.G.

SÉNÉGAL

Khalifa Sall gracié

Le président sénégalais, Macky Sall, a signé le 29 septembre, un décret graciant l'ancien maire de Dakar, condamné à cinq ans d'emprisonnement par la justice.



Khalifa Sall

L'ex-maire de Dakar purgeait une peine de cinq ans pour escroquerie des deniers publics. Il a retrouvé la liberté à la faveur d'une grâce présidentielle. Cette libération est une victoire pour Abou Diallo, coordonnateur du Front citoyen pour la libération de Khalifa Sall.

« C'est 1,2 million de personnes qui ont signé la pétition, et de la diaspora aussi qui n'arrêtaient pas de faire des marches, des caravanes, des sit-in. Aujourd'hui, c'est la victoire du peuple et l'honneur de Khalifa qui est resté presque neuf cents jours dignement sans demander de grâce ». Le geste du président Macky Sall, selon des obser-

vateurs, marque une volonté d'apaisement.

De source proche de la présidence de la République, cette décision a été mûrement réfléchie. Le président a tranché, rendant sa liberté à l'un de ses plus farouches opposants et lui tendant la main par la même occasion.

Une grâce, mais qui n'efface pas la condamnation, a-t-on appris. Pour Malick Kebe, le dossier n'est pas clos. « Khalifa Sall n'est qu'une victime d'une cabale politique. Le combat continue. Khalifa Sall, c'est le candidat futur présidentiable du Sénégal. Nous nous préparons à ce que Khalifa Sall soit réhabilité », a-t-il déclaré.

Beaucoup de Sénégalais, en effet, ont déjà en tête la présidentielle de 2024.

Durant les deux années et demie de détention de Khalifa Sall, son camp comme ses partisans sont restés soudés. Ils n'ont pas cessé de dénoncer une incarcération politique, ce dont s'est toujours défendu le pouvoir. Les tentatives judiciaires pour participer à la présidentielle de 2019 étaient alors restées vaines.

En prison à Rebeuss depuis 2017, l'homme aura purgé près de la moitié de sa peine de cinq ans pour « faux en écriture et escroquerie portant sur les deniers publics ». L'affaire dite de la « caisse d'avance », très médiatisée dans le pays, portait sur la gestion de la mairie de Dakar, qu'il avait remportée en 2009 et 2014. Khalifa Sall a été reconnu coupable du détournement d'environ 2,5 millions d'euros, prélevés entre 2011 et 2015 sur les caisses de la ville. L'homme de 63 ans nie ces accusations, arguant que les maires de Dakar ont toujours eu à leur disposition une somme destinée à leur action politique. Les ennuis de cette figure du Parti socialiste sénégalais avaient débuté lorsqu'elle s'était désolidarisée de la coalition bâtie autour du président Macky Sall. Khalifa Sall a toujours considéré que les poursuites contre lui visaient à l'empêcher de se présenter à la présidentielle de février 2019, ce qu'avaient démenti les responsables de la majorité.

Josiane Mambou Loukoulou

CHINE-CONGO

Approfondir la coopération dans le cadre de l'initiative « la ceinture et la route »

L'ambassadeur chinois en poste à Brazzaville, Ma Fulin, a annoncé le 30 septembre, à l'occasion d'une réception offerte dans le cadre de la célébration des 70 ans de la fondation de son pays, l'engagement du gouvernement chinois de porter le partenariat stratégique global sino-congolais à un nouveau palier.



L'ambassadeur Ma Fulin prononçant son allocution lors de la réception, le 30 septembre 2019. Adiac

« Dans l'avenir, la Chine et le Congo approfondiront davantage leur coopération réciproque dans le cadre de l'initiative "la ceinture et la route" », a déclaré le diplomate chinois. En effet, face à la multi-polarisation et la mondialisation économique qui prennent de l'ampleur, la Chine, avec ses mains largement ouverts au reste du monde, s'engage à œuvrer dans la solidarité avec les autres pays. L'objectif visé, a précisé l'ambassadeur chinois, est

de relever les défis lancés au monde entier, afin de faire progresser la mise en place d'un nouveau type de relations internationales, la construction d'une communauté de destin commun pour l'humanité et la création d'un monde beau, propice, ouvert et inclusif marqué par la paix durable, la sécurité universelle et la prospérité commune. S'agissant du Congo, un pionnier de la coopération sino-africaine et premier partenaire commercial de la

Chine, Ma Fulin a souligné que le gouvernement de son pays, sous la conduite de son président, Xi Jinping, ne ménagera aucun effort pour promouvoir et relancer le développement socio-économique de ce pays. Dans ce cadre, a-t-il rappelé, les deux Etats sont parvenus, cette année, à la restructuration de la dette congolaise, une étape ayant favorisé la signature de l'accord de facilité élargie de crédit avec le Fonds monétaire international.

Guy-Gervais Kitina

CHINE

Commémoration des 70 ans du régime communiste

Pékin a donné, le 1^{er} octobre, depuis la porte Tiananmen, le coup d'envoi des célébrations du soixante-dixième anniversaire de la création de la République populaire de Chine.

Au cœur de Pékin, sur l'immense place Tiananmen, là-même où Mao Tsé-toung proclama la fondation de la République populaire de Chine, le 1^{er} octobre 1949, soixante-dix coups de canon ont été tirés.

Le président Xi Jinping et d'autres dirigeants du pays, présents ou anciens, ont ensuite entonné l'hymne national, face à la place Tiananmen décorée par d'immenses caractères proclamant « Fête nationale 1949-2019 ».

Sur ce lieu emblématique, un

défilé militaire colossal a également été au rendez-vous. Quinze mille soldats, des centaines de chars, missiles et avions de combat ont défilé à Pékin devant les plus hauts dirigeants du pays rassemblés au balcon de la porte Tiananmen. « Rien ne peut ébranler les fondations de notre grande nation. Rien ne peut empêcher la nation et le peuple chinois d'aller de l'avant », a lancé le président chinois, habillé en costume « Mao » sombre, donnant ainsi le coup d'envoi des festivités.

Des milliers d'invités rassemblés en ce lieu ont agité une marée de fanions rouges face au président de la République, qui venait de passer les troupes en revue, avant le départ du défilé, le plus grand jamais organisé par la Chine,

selon le quotidien nationaliste « Global Times ».

Des hélicoptères ont ouvert le défilé aérien en deux formations dessinant le chiffre « 70 » dans le ciel de la capitale chinoise, voilé par un indésirable nuage de pollution. La pointe de la technologie militaire chinoise a été exhibée, notamment le missile nucléaire intercontinental DF-41, qui a défilé pour la première fois. Cet engin, d'une portée supposée de quatorze mille kilomètres, pourrait théoriquement atteindre le territoire des Etats-Unis.

L'événement vise à faire vibrer la fibre patriotique en célébrant l'émergence de la République populaire de Chine, au cours des dernières décennies, son statut de deuxième

PRÉSIDENTIELLE AU BURUNDI

L'ONU mise en garde contre "toute ingérence"

Au cours de son intervention devant l'assemblée générale de l'ONU, le 30 septembre, le ministre burundais des Affaires étrangères, Ezéchiel Nibigira, a demandé que cette organisation s'abstienne de toute velléité d'intervenir dans l'élection présidentielle de 2020 dans son pays, qui serait considérée comme « une atteinte à sa « souveraineté ».

« Toute tentative de vouloir créer un nouveau rôle ou de redéfinir un rôle existant aux Nations unies sur impulsion de certains Etats pour s'occuper des élections au Burundi à la place des Burundais serait une atteinte à la souveraineté nationale », a déclaré le chef de la diplomatie burundaise. « Le processus

Le programme des élections générales dans le pays prévoit que les scrutins présidentiel, législatif et celui des conseils communaux se tiendront, le 20 mai 2020, alors que la campagne électorale est prévue du 27 avril au 17 mai.

Le président burundais, Pierre Nkurunziza, au pouvoir depuis 2005, ne sera pas

« Le Burundi ne menace pas la sécurité internationale »

électoral est une affaire interne » et, en cas d'accompagnement international, « il ne doit pas donner droit à des actes d'interférence », a-t-il souligné.

Le ministre a, par ailleurs, réclamé à nouveau le retrait de son pays du programme du Conseil de sécurité de l'ONU. « Le Burundi ne menace pas la sécurité internationale », a-t-il affirmé, dénonçant que son maintien au programme du Conseil est dû à « des raisons politiques et des intérêts extérieurs ».

Le candidat à sa propre succession, puisqu'il avait déjà surpris les observateurs en assurant qu'il ne se représentera pas en 2020, alors que la nouvelle Constitution de 2018 le lui permet. Il avait été réélu en juillet de cette même année.

La Cour pénale internationale estime que les violences et la répression qui ont accompagné la crise auraient fait au moins mille deux cents morts et déplacé plus de quatre cent mille personnes entre avril 2015 et mai 2017.

Nestor N'Gampoula

puissance économique mondiale. Mais à 2 000 km au sud de Pékin, les contestataires pro-démocratie hongkongais, qui défient le régime communiste depuis près de quatre mois, ont appelé à une « journée de colère » mardi, également fériée dans l'ancienne colonie britannique rendue à la Chine en 1997. Une manière de dénoncer le recul des libertés et la violation du principe « Un pays, deux systèmes » qui avait présidé à la rétrocession de 1997. S'exprimant lundi soir, Xi Jinping s'est engagé à poursuivre l'application de ce principe, tout en défendant l'unité nationale. « L'unité, c'est le fer et l'acier. L'unité est source de force », a-t-il dit, alors que son régime a laissé planer ces derniers mois

le spectre d'une intervention pour rétablir l'ordre.

Trente ans tout juste après la répression sanglante du mouvement démocratique de la place Tiananmen à Pékin, qui avait donné un coup d'arrêt au développement économique chinois, nombre d'experts doutent cependant que le régime communiste prenne un tel risque dans un centre financier international comme Hong Kong.

Xi Jinping, qui a encore renforcé l'autorité du Parti communiste chinois, depuis son arrivée au pouvoir fin 2012, est parfois considéré comme le plus puissant dirigeant chinois depuis le règne de Mao (1949-1976).

Josiane Mambou Loukoulou et AFP

74^e ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ONU

Jean-Claude Gakosso insiste sur une meilleure assistance sanitaire

Le ministre congolais des Affaires étrangères a mis en exergue, le 28 septembre dernier, lors du débat général de la soixante-quatrième session de l'Assemblée générale des Nations unies, la sécurité sanitaire inscrite dans le Plan national de développement 2018-2022 de son pays.

Le plan, initié dans le cadre de la lutte contre la pauvreté, met un accent particulier sur l'accès universel aux soins de santé pour tous. Un programme d'autant plus justifié, a souligné le chef de la diplomatie congolaise, que deux graves dangers sanitaires menacent aujourd'hui de décimer une population entière sur le continent et dans la sous-région.

A la tribune de l'ONU, Jean-Claude Gakosso a rappelé l'urgence de vaincre la fièvre hémorragique à virus Ebola qui sévit actuellement en République démocratique du Congo (RDC). Déclaré « urgence sanitaire mondiale » par l'Organisation mondiale de la santé, ce fléau provoque des ravages, au quotidien, d'une gravité telle que, a-t-il souligné, « la communauté internationale devrait se mobiliser comme jamais auparavant », ajoutant: « Se mobiliser avec volontarisme- loin des habituels vœux pieux- pour apporter un accompagnement conséquent aux autorités de la RDC dans la lutte courageuse qu'elles mènent contre cette impitoyable épidémie. Se mobiliser pour se donner de vrais moyens, financiers et humains, indispensables à une riposte vigoureuse et efficace ».

La propagation effrénée, dans une indifférence quasi-générale, de faux médicaments a aussi inquiété le ministre congolais des Affaires étrangères. Un phénomène orchestré, a-t-il dit, par des officines mafieuses et criminelles. « De faux médicaments vendus aux plus pauvres et déversés sur les « damnés de la terre » par des réseaux cupides, sans foi ni loi. Ces faux médicaments et les officines qui les produisent doivent tout simplement être déclarés ennemis publics, par tous et sans réserve, ici

même aux Nations unies. Car, il s'agit là, ni plus ni moins, que d'un programme sordide d'empoisonnement de masse ! », s'est-il indigné.

Face à cette situation, le gouvernement congolais, a-t-il affirmé, soutient totalement l'initiative africaine portée à bout de bras par la « fondation Brazzaville », d'organiser à Lomé, au Togo, un sommet des chefs d'Etat entièrement consacré à cette problématique qui touche aux fondements de la vie sur tout un continent.

L'initiative prévoit de mieux réglementer le secteur pour lutter efficacement contre le trafic de faux médicaments. A long terme, ce programme vise à améliorer l'accès à des médicaments sûrs et efficaces.

Notons que cette fondation a pour objectif de répondre aux défis du continent africain en développant des initiatives économiques, environnementales et de prévention des conflits, afin de contribuer à la réalisation des Objectifs de développement durable des Nations unies et de promouvoir une culture de la paix.

Sur la question climatique, Jean-Claude Gakosso a plaidé pour que soit rendu opérationnel le « Fonds bleu pour le Bassin du Congo ». « L'on ne peut que regretter que cette question, vitale à tous les égards et qui touche à l'avenir de l'humain lui-même, soit encore sujette à des divergences sibyllines et continue de souffrir du manque de financements », a-t-il déploré.

Les questions de paix, de sécurité et de droits humains ont été également épinglées dans son discours devant la tribune des Nations unies, le cas de la crise libyenne et la situation sécuritaire en Centrafrique. « Sans un environnement de paix, de sécurité et de stabilité, il est vain d'espérer atteindre les Objectifs de développement que nous sommes fixés ici. Il est vain, sans ces conditions, d'espérer parvenir au développement des Etats, à la prospérité des nations et au bonheur des peuples », a-t-il rappelé.

Josiane Mambou Loukoula

ETATS-UNIS

L'armée a un nouveau chef d'état-major

Le général Mark Milley, 61 ans, va dorénavant assumer la fonction. Il a prêté serment le 30 septembre, en présence du président américain, Donald Trump.



Mark Milley

Brillant officier diplômé de l'université de Princeton et ancien joueur de hockey, le nouveau chef d'état-major sera désormais le conseiller de l'actuel patron de la Maison-Blanche. Il succède au général Joe Dunford, nommé à ce poste en 2015 par Barack Obama pour deux ans, et maintenu en place par Donald Trump en 2017

pour un second mandat de deux ans. « Vous pouvez être sûr que je vous donnerai toujours un avis militaire informé, franc et impartial », a déclaré le nouveau chef d'état-major, connu pour son franc-parler, après avoir prêté serment. Répondant à ce dernier dans un discours clôturant la cérémonie, le président américain a dit : « Vous êtes mon ami, mon conseiller, et vous méritez ce poste, je n'en ai jamais douté ».

En décembre dernier, Donald Trump avait choisi le général Milley, alors chef d'état-major de l'armée de terre, pour succéder au général Dunford, contre le

vœu de Jim Mattis, qui était alors ministre de la Défense et dont le candidat était le chef d'état-major de l'armée de l'air, le général David Goldstein.

Mark Milley, le nouveau plus haut gradé de l'armée américaine, a participé aux guerres d'Irak et d'Afghanistan. Il bénéficie d'une nouvelle loi adoptée en 2017 pour doubler la durée des mandats du chef d'état-major. Le même texte allonge le mandat de son adjoint (le portant ainsi à quatre ans) afin que les deux officiers assurent une continuité militaire malgré les changements d'administration.

Nestor N'Gampoula.

ASSISTANCE AUX PERSONNES ÂGÉES

Une application numérique pour améliorer les soins de santé

En marge de la commémoration de la Journée mondiale des personnes du troisième âge, le 1er octobre, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a lancé un ensemble d'outils destiné à aider les professionnels de la santé et de l'action sociale à améliorer la qualité des soins qu'ils leur dispensent.

Intitulée « Icope Handbook App », l'application numérique interactive innovante créée par l'OMS donne des conseils pratiques pour répondre aux besoins prioritaires des personnes âgées. Parmi ces conseils, ceux liés à la mobilité réduite, à la malnutrition, à la déficience visuelle et auditive, au déclin cognitif, aux symptômes dépressifs et aux services médico-sociaux.

Parlant de l'importance de cette application, l'OMS a indiqué dans son communiqué qu'elle est utilisée conjointement avec un ensemble d'outils comprenant un nouveau manuel. L'application accélérera la formation des professionnels de la santé et de l'action sociale afin d'apporter une réponse plus adaptée

aux besoins divers des personnes âgées.

« Il est essentiel que les services destinés aux personnes âgées soient inclus dans des programmes de soins de santé universels. Dans le même temps, les services de santé et les services sociaux doivent être bien coordonnés afin de répondre de façon optimale aux besoins. Ce nouvel ensemble d'outils appuie une approche du vieillissement en bonne santé grâce à un modèle de soins coordonné et centré sur la personne », a déclaré le directeur du département Santé de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent et vieillissement à l'OMS, Anshu Banerjee.

Une personne sur cinq aura plus de 60 ans en 2050

Selon les données et les statistiques de l'OMS, la population mondiale vieillit rapidement. Ce qui fera qu'en 2050, une personne sur cinq aura plus de 60 ans. Et, le nombre de personnes âgées de 80 ans ou plus devrait tripler, en passant de

cent quarante-trois millions en 2019 à quatre cent vingt-six millions en 2050, soit environ 20% de la population mondiale. « Même si chaque personne âgée est différente, les capacités physiques et mentales ont tendance à diminuer avec l'âge », a souligné l'agence onusienne en charge des problèmes de la santé.

Insistant sur les atouts qu'engrange cette application, la responsable du groupe vieillissement et soins intégrés à l'OMS, Islene Araujo de Carvalho, a spécifié que cette innovation permettra aux personnes âgées de continuer de s'adonner aux activités qu'elles aiment et d'éviter l'isolement social ainsi que la dépendance aux soins. Car, pour parvenir à un plan de soins personnalisés, a-t-elle dit, il est essentiel d'intervenir à proximité du lieu de résidence des personnes âgées, avec la participation active de la communauté et des personnes âgées elles-mêmes.

« L'ensemble d'outils de soins intégrés pour les per-

sonnes âgées est le résultat de deux années de consultations approfondies avec les principaux experts et parties prenantes, y compris des représentants de la société civile », a-t-elle ajouté. Islene Araujo de Carvalho a rappelé que le programme de développement à l'horizon 2030 et ses Objectifs de développement durable reconnaissent que le développement, pour qu'il soit effectif, doit être inclusif et englober tous les âges. Parce que, l'autonomie des personnes âgées et leur participation active à la vie sociale, en étant en bonne santé, contribuent à leur inclusion et à la réduction des inégalités.

A propos de la Journée mondiale des personnes âgées

La communauté internationale célèbre cet événement afin d'encourager et d'attirer l'attention de l'opinion internationale aux besoins spécifiques de ces personnes pour qu'elles ne soient pas laissées de côté. Le thème

choisi pour cette année est « Vers une égalité entre les tranches d'âge ». Un thème qui s'aligne sur l'objectif de développement durable numéro 10. Il met l'accent sur la réduction des inégalités dans le pays et d'un pays à l'autre, notamment les inégalités fondées sur les revenus, le sexe, l'âge, le handicap, l'orientation sexuelle, la race, la classe, l'origine ethnique, la religion et les inégalités de chance qui persistent à travers le monde alors que les inégalités constituent une menace pour le développement économique et social. Elles ont aussi des effets sur la réduction de la pauvreté et sapent le sentiment d'accomplissement et l'estime de soi des individus.

L'objectif principal est d'attirer l'attention sur l'existence d'inégalités liées au vieillissement, qui sont souvent le résultat d'inégalités accumulées tout au long de la vie, et mettre en avant les risques qu'elles posent en termes de solidarité intergénérationnelle.

Rock Ngassakys

INTERVIEW

Eugénie Opou : « L'histoire constitue l'identité et la valeur d'un peuple »

À l'occasion du 139^e anniversaire de la fondation de Brazzaville qui sera commémoré le 3 octobre, la Confédération générale téké (CGETE), en partenariat avec le mémorial Pierre-Savorgnan-de Brazza, organisera une journée culturelle en vue de se remémorer cette date historique autour d'une exposition, de la musique et de la danse. Entretien avec la présidente de la CGETE sur la tenue de cette manifestation.

Les Dépêches de Brazzaville (L.D.B.) : Quel sens donnez-vous à la commémoration des 139 ans de la fondation de Brazzaville ?

Eugénie Opou (E.O.) : Nous voulons donner à cet événement un sens historique. Aujourd'hui, nous sommes rattrapés par l'histoire et il semble évident de se remémorer cette date du 3 octobre pour qu'elle ne tombe pas dans l'oubli. Celui qui ne sait pas d'où il vient ne saura pas où il va. C'est donc là une occasion de raconter le passé de notre pays aux générations présentes.

L.D.B. : Pourquoi placez-vous le royaume téké et son histoire au cœur de cette célébration ?

E.O. : Ne l'oublions pas, l'histoire du Congo s'est écrite en relation avec le royaume téké. On ne peut pas parler de la fondation de Brazzaville sans parler de Makoko ou d'Iloo Ier. L'indépendance du Congo est venue de quelque part et le royaume téké a contribué à ce cheminement.

L.D.B. : Comment se déroulera cette journée, le 3 octobre ?

E.O. : La journée culturelle débutera en matinée au mémorial Pierre-Savorgnan-de Brazza où il est notamment prévu une visite guidée de l'exposition « Brazzaville à travers les timbres postaux » et des animations en chants et danses traditionnelles par une diversité de groupes folk-



Eugénie Opou, présidente de la CGETE/Adiac

loriques. Par la suite, dans l'après-midi, la journée se poursuivra au Centre culturel russe à travers une exposition picturale et une conférence sur le thème « Histoire du royaume téké ».

L.D.B. : Quel rôle entend jouer la CGETE pour la promotion et la préservation de la culture téké au Congo ?

E.O. : La CGETE est caractérisée par neuf sous-com-

missions dans le but de décentraliser ses tâches. Après observation et analyse, nous avons réalisé que le royaume téké n'a pas vraiment évolué « sur écrit », malgré le temps écoulé. A cet effet, nous mettrons en avant ce qui existe et nous redynamiserons l'histoire ainsi que la vie du royaume par une large communication et biens d'autres activités.

L.D.B. : Pour terminer, auriez-vous un message à faire passer ?

E.O. : Les adultes sont le passé alors que la jeunesse représente aussi bien le présent que le futur. Il lui revient donc le devoir de se réapproprier cette culture et cette histoire du royaume téké qui ne concernent pas que les tékés en tant qu'ethnie mais plutôt tous les Congolais. L'histoire est perpétuelle. Elle constitue l'identité et la valeur d'un peuple.

Propos recueillis par Merveille Jessica Atipo

PROGRAMME DES OBSEQUES DE Mme Emilie Gambou, née Mossibi



Jacques Gambou (directeur de cabinet du ministre des Sports), les enfants et petits-enfants Gambou, Pierre Okouo, Daniel Jonas Akiana, Rigobert Mban Loumpelet, Nestor Eta Okouo et tous les descendants d'Okouo Ngaa Ndzien, informent les amis et connaissances du programme des obsèques de leur épouse, mère et grand-mère, qui auront lieu le jeudi 3 octobre 2019.

9h : levée de corps et recueillement à la morgue municipale de Brazzaville

10h : recueillement au domicile familial, sis rue Voula numéro 215, quartier Plateau Batignolle

12h : départ pour l'église Jésus Ressuscite au Plateau des 15 ans

14h : départ pour le cimetière privé Bouka

16h : retour et fin de la cérémonie.

NÉCROLOGIE



Mibelle Okollo Olyba (agent des Dépêches de Brazzaville), les familles Niombella et Ngala ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances, le décès de leur mère, tante et fille, Mireille Niombella, survenu le 27 septembre 2019, à Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient dans la rue Mayombe n° 12, Talangaï (arrêt de bus kimban-guiste).

La date de l'inhumation sera communiquée ultérieurement.

REMERCIEMENTS

Profondément touchés de la sympathie, du soutien multiforme et de l'élan de compassion dont vous avez fait preuve à la suite du deuil qui vient de nous affecter suite au décès, le 20 août 2019, de leur épouse et mère, Mme Blanche Pélagie Kilamou, M. Gaston Kitemo et enfants vous remercient chaleureusement et vous présentent l'expression de leur reconnaissance émue. Une messe d'action de grâce au Seigneur a été dite le dimanche 29 septembre 2019, à 11 heures, en la paroisse Sainte-Rita de Moukondo, à Brazzaville.



PROGRAMME DES OBSÈQUES DE LA VEUVE OKOGNA NÉE LUCIENNE OKOMBI

La famille Okogna informe les parents, amis et connaissances que le programme des obsèques de la veuve Okogna née Lucienne Okombi, décédée le 21 septembre, à Brazzaville, se présente de la manière suivante :

Date : mercredi 2 octobre 2019

9h : levée de corps à la morgue municipale de Brazzaville ;

10h-11h30 : exposition de la dépouille au domicile familial, sis au n° 117 rue Abala, avenue Manhattan, Talangaï ;

12h-13h30 : messe de requiem en l'église Saint-Jean-Baptiste de Talangaï ;

14h : départ pour le cimetière privé Bouka Vip ;

16h00 : retour au domicile familial.



LITTÉRATURE

Rencontre autour du roman «Les vœux du larynx»

Une cinquantaine d'hommes de lettres s'est réunie à l'Institut français du Congo (IFC) pour décortiquer l'œuvre littéraire de Jared Benjamin Mamouna qui vient de paraître aux éditions Lys Bleu.

A travers cent cinquante-huit pages, la trame romanesque de l'ouvrage «Les vœux du larynx» s'étale sur une panoplie de thèmes : l'aliénation culturelle, la beauté, l'identité, l'amour. De nombreux phénomènes sociaux s'y ajoutent. Dans sa narration, en prose et en vers, l'auteur a mis un accent aigu sur la problématique de la liberté s'appuyant sur un personnage autonome et observateur qui refuse catégoriquement d'être privé de ce droit. Lequel personnage anonyme dont le nom se révèle à la fin du récit considéré comme un hymne à

la liberté.

Jetant un regard de lecteur averti, le poète Emeraude Nkouka a fait remarquer que l'auteur s'est éloigné de tous clichés sociaux pour peindre, en toute impartialité, la condition humaine, particulièrement celle des Noirs: les inégalités dans la société, la révolution, l'optimisme, l'esthétique... Il a également souligné que la plume de l'auteur, aussi inspirée paraît-elle, est nourrie d'un vocabulaire coriace et rare, bâti sur la dérision et le tout dans un style de monologue.

Par ailleurs, au cours de cette rencontre littéraire, le public a apprécié l'œuvre tout en creusant les motivations profondes de l'auteur dans une série de questions-réponses afin d'en tirer toute la substance qu'elle renferme. L'auteur, pour sa part, n'est pas resté insensible. « Je remercie infini-



niment le public qui a répondu présent à mon invitation d'aujourd'hui pour échanger sur mon nouveau roman qui évoque la condition des Noirs et comment celui-ci peut se positionner par rapport aux jeunes blancs. Retenons que, quel que soit l'endroit où l'on vit, on peut trouver une porte de sortie et une possibilité de tenir bon », a

Une vue du public et du panel lors de la rencontre littéraire déclaré Jared Benjamin Mamouna.

Pour lui, l'Afrique doit incessamment défendre sa race, sa couleur, sa culture et les traditions de son terroir. C'est pourquoi, dans ce roman, il y a certains personnages, lieux qui portent les noms et expressions en langues nationales ou ethnies du Congo telles que

«Tata mokondzi» (chef), «mopila» (chauffeur), «kéba na mopèpè» (attention au vent), «marché makouala mayokélé» (marché des harengs en vente ambulante), etc. « Le message est de dire aux jeunes de se ressaisir, de se connaître, de se savoir et d'être fiers de leur culture. Pas une fierté qui pousse à haïr l'autre, mais celle qui l'aidera à réaliser qu'ils sont égaux et doivent faire chemin ensemble », en pense Jared Benjamin Mamouna. Né à Brazzaville, Jared Benjamin Mamouna a été lauréat de la Francophonie en 2011, dans la catégorie poésie. Il est également l'auteur de «L'orgueil des Républiques» (2017), «Cap de bonne expérience» (2018) et «L'épaisseur des nuées» (2019).

Merveille Atipo
et Carmela Makita, stagiaire

MUSIQUE URBAINE

Le public brazzavillois émerveillé par des spectacles magnifiques

Plus d'une dizaine d'artistes des deux Congo ainsi que les gagnants du concours des scènes tremplin de différentes catégories ont livré des spectacles époustoufflants, le 28 septembre, au parvis de l'Institut français du Congo (IFC), dans le cadre de la troisième édition du festival Mboté hip-hop.

Le public venu nombreux à l'IFC a passé un moment agréable avec des artistes qui lui ont donné du plaisir. Le concert a été présenté par KMF, Maxi Tenace, journaliste à DRTV et par Juliette Fievet, animatrice de l'émission « Légendes urbaines » à



L'artiste Innoss'B sur scène

Radio France internationale.

La scène Mboté hip-hop a été ouverte par les gagnants des tremplins cultures urbaines dans les catégories slam, rap, danse. Chacun d'eux a joué trois à quatre chansons. Le slameur John Brown a présenté ses chants parmi lesquels «La sape» et «Belinda», tandis que le rappeur Paterné Maestro a fait danser le public par les chansons «Nabomi moto», «Papa et maman mosala na sali ya pouda». Encouragé par ses fans, il a démontré sa créativité. Les dix gagnants dudit concours ont aussi monté sur scène présentant au public leur travail, la chanson conçue lors de leur formation offerte par le programme Vivendi Create Joy, Universal music group, en partenariat avec Canal +, faisant valoir leurs différents talents.

Ainsi, des artistes et groupes, Young Ace, Sosey, Biz Ice, A6, I Dance, Key Kolos mfumu mavoula, Makhalba Malecheck nzambé na ba ngo ont fait enflammer le public qui a repris souvent des refrains de chansons.

L'entrée sur scène d'Innoss'B, artiste de la République démocratique du Congo (RDC) a été beaucoup attendue. Ses chansons telles «Dernière chance» et «Ozo beta mabe », la plus célèbre de son répertoire, ont été fredonnées avec envie par le public qui, d'ailleurs, a voulu coûte que coûte faire des selfies avec lui.

Alesh, venu également de la RDC, a clôturé la soirée. Ses tubes «O 'a motema mabe», «Biloko ya boye», «Voler n'est pas bon», «You you you» ont été repris en chœur. Dans ses chansons, l'artiste raconte le quotidien des Congolais et épingle les travers des politiciens.

« Nous avons aimé le spectacle, les artistes ont bougé le public. Innoss 'B et Makhalba Malechek m'ont vraiment marqué. J'encourage les organisateurs de cet événement qui nous ont permis de découvrir ces talentueux artistes », a indiqué l'un des spectateurs, Julfred Ngaloupé, souhaitant que cela s'organise encore l'année prochaine.

Juliette Fievet, journaliste animatrice sur Radio France internationale, satisfaite de ce spectacle, n'a pas caché sa joie. « J'ai un coup de cœur depuis le début pour Biz Ice. Il a créé un style qui est copié en Occident sans que les gens sachent que c'est lui le créateur. C'est un rappeur qui a un niveau international. Mon deuxième coup de cœur, c'est Makhalba Malechek, quel talent, quel mélange de cultures !. Il danse incroyablement bien et a créé un concept, «le rumbolo», qui est un mélange de ndombolo et du rap. Makhalba Malechek est la fierté du continent, il a un talent incroyable », a-t-elle fait savoir.

Pour sa part, la directrice déléguée de l'IFC, Marie Audigier, a indiqué: « C'est magnifique, Mboté hip-hop monte en puissance chaque année. C'est la rencontre des artistes du Congo Brazzaville et du Congo Kinshasa. Le but c'est de mettre en avant la culture congolaise en musique urbaine qui est aujourd'hui la musique mondiale. Cette édition est tellement réussie, ça me met la pression pour l'année prochaine. Comment allons-nous faire pour qu'elle soit meilleure, c'est ça la question qu'on se pose ».

Rosalie Bindika

VIENT DE PARAÎTRE

« Autres temps, autres mœurs »

Le recueil de nouvelles de Claude Richard M'Bissa, publié aux éditions L'Harmattan en mi-septembre, est une œuvre littéraire dans laquelle il dépeint les chroniques sociales et politiques du Congo, surtout en devoir de mémoire pour les générations futures car les faits relatés relèvent tous de la réalité.

Les cinq nouvelles qui constituent « Autres temps, autres mœurs » ne contiennent aucune illustration. Elles décrivent les modes de vie d'autrefois, en milieu urbain et rural, ainsi que les mutations amoureuses des temps présents.

Tel qu'exhibé sur la quatrième de couverture, l'auteur y présente des intrigues amoureuses captivantes qui reflètent des aspects typiques de la société congolaise actuelle, à travers la relation homme-femme dans les villes, les procédés fourbes masculins de séduction, les rivalités, le phénomène de l'infidélité conjugale et la prostitution. Au-delà de ces aventures amoureuses, sont abordées d'autres problématiques sociales préoccupantes : la question ethnique, les croyances superstitieuses et la relation indéniable entre l'argent et la politique.

Dans cet ouvrage, l'auteur présente non pas la grande mais la petite histoire de gens ordinaires ; des faits, phénomènes sociaux et mœurs spécifiques, qui logiquement changent à mesure que le temps s'écoule. Des histoires, parfois vécues par l'auteur lui-même ou rapportées fidèlement, qui rattachent la trame de chaque texte à une symbolique donnée.

D'après Claude Richard M'Bissa, un écrivain n'écrit évidemment pas pour lui-même. Ainsi, l'objectif de cette œuvre est d'ouvrir des fenêtres sur des aspects de la vie sociale et politique du Congo-Brazzaville. « Il s'agit de jeter un regard sur des tranches historiques -les années post indépendances, celles du boom pétrolier et de la période actuelle- en les situant dans les contextes sociologiques et géographiques de leurs déroulements », précise l'auteur.

Né à Omboye (Kellé) au Congo, Claude Richard M'Bissa est licencié en sociologie et diplômé en science politique. En sa qualité d'écrivain, il a déjà publié, aux éditions L'Harmattan, «Les élections législatives au Congo : enjeux du découpage électoral (2013)» ; «Le ndjobi au Congo et au Gabon : histoire et fonction sociale (2014)» ; «Débat sur la Constitution du 20 janvier 2002 au Congo : enjeux sociaux et stratégies politiques» (2014) ...

Comme dans ses précédentes publications, l'auteur demeure dans son champ d'apprentissage, certainement sur la base de l'expérience, la maîtrise et la perception des différents sujets qui font féconder sa plume.

M.A.

RENTÉE SCOLAIRE 2019-2020

Élèves et enseignants ont répondu au rendez-vous

Dans plusieurs établissements scolaires visités, le 1er octobre, à Brazzaville, par le directeur de cabinet du ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation, Adolphe Mbou Maba, les cours ont commencé dès l'ouverture des salles de classe.

Au collège Nganga-Edouard, tôt le matin, le surveillant général est pointé devant le portail. Pas de passage pour les élèves vêtus de tenues non-conformes, les filles avec des coiffures artificielles. Après la levée des couleurs, en présence d'une délégation du ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation conduite par Adolphe Mbou Maba, les élèves ont intégré les salles de classe pour faire cours. « *Soyez assidus d'entrée de jeu, travaillez pour avoir des meilleurs résultats et dites à vos amis qui traînent le pas que les cours ont débuté* », a déclaré le directeur de cabinet du ministre



Le directeur de cabinet du ministre de l'Enseignement dans une salle de classe à l'école des Trois francs

chargé de l'enseignement primaire et secondaire, s'adressant aux élèves présents.

A l'école des Trois francs à Bango, les cours ont commencé

par des exercices d'application. Il est important de commencer par le contrôle de connaissances pour s'assurer que les élèves n'ont pas perdu les acquis, a expliqué Adolphe Mbou Maba. Dans d'autres établissements comme la Fraternité, Mafouta, Thomas-Sankara, les cours ont été aussi effectifs. Le directeur de cabinet du mi-

nistre de tutelle a exhorté les enseignants à commencer l'exécution des programmes scolaires de sorte que tout soit achevé durant les neuf mois de cours.

Pour sa part, en séjour de travail à Impfondo, dans le département de la Likouala, le ministre Anatole Collinet Makosso a échangé avec la communauté éducative avant de prendre la température du démarrage effectif des cours.

Selon le ministre, la Likouala, le Pool et le Kouilou sont déclarés cette année zones d'éducation prioritaires. Le souhait des autorités, des parents d'élèves et bien d'autres partenaires du secteur éducatif est que les résultats de cette année qui vient de commencer soient meilleurs que ceux de l'an dernier à l'issue duquel, aux examens d'Etat, Brazzaville et Pointe-Noire ont été largement dépassées par les localités de l'arrière-pays.

Rominique Makaya

Des kits scolaires remis aux élèves démunis de Talangai

Composé de cartables, des cahiers, des stylos et autres accessoires, le don a été remis aux ayants droit, le 29 septembre à Brazzaville, par la Fondation Fiston-Ingani, afin de permettre aux élèves démunis de reprendre le chemin de l'école dès le premier jour de la rentrée scolaire, prévue ce 1er octobre.



Fiston Ingani (au milieu) remettant un cartable à un enfant/Adiac

enfants et une bouffée d'oxygène pour les parents d'élèves », a souligné Fiston Ingani.

Bien que symbolique, ce geste humanitaire a tout de même soulagé quelques parents d'élèves présents à la cérémonie. « *Mon fils a reçu un kit scolaire ; cela me réjouit parce qu'il ne me reste plus qu'à lui acheter la tenue. Je dis grand merci à la fondation Fiston-Ingani que j'encourage dans cette bonne voie* », s'est réjoui Alain, un jeune parent d'élève dont l'enfant a reçu un sac.

Créée en 2016, la Fondation Fiston-Ingani a pour mission d'aider les Congolais dans les domaines de la santé, de l'éducation et de la formation qualifiante. Elle accomplit de temps en temps des œuvres caritatives

Selon le président de la Fondation, Fiston Ingani, plus de mille élèves, dûment sélectionnés et issus des familles démunies, ont bénéficié du geste de générosité. Chacun d'eux a reçu un kit complet, flambant neuf, de la part de l'organisation philanthropique. L'objectif étant d'apporter, tant soit peu, un soutien aux parents d'élèves souvent débordés par les dépenses en cette période de la rentrée scolaire, mais aussi de permettre à ces enfants issus des familles précaires de reprendre la voie de l'école avec joie, au même titre que tous les autres.

« *J'ai commencé à réunir ce don depuis le mois d'avril, avec mes propres moyens. Notre objectif est de lutter contre la non scolarisation des enfants, en leur offrant des kits scolaires. Cette initiative constitue un pas décisif pour l'éducation de nos*

De nouveaux manuels scolaires au programme

Le directeur de l'Institut national de recherche et d'actions pédagogiques (Inrap), Augustin Nombo, assisté de ses collaborateurs, a appelé le 25 septembre à Brazzaville, les parents d'élèves à s'approprier les nouveaux livres de français, au titre de 2019-2020.

« Les nouveaux horizons d'Afrique » concernent les niveaux 1 et 2 du cours préparatoire. D'après les responsables de l'Inrap, ces ouvrages visent à faciliter l'apprentissage des élèves et contiennent quelques nouvelles thématiques adaptées au modernisme. Il s'agit, entre autres, de l'environnement et du vivre ensemble. En outre, de nouvelles rubriques appelées boîtes à mot, notamment l'approche syllabique sur l'apprentissage de la lecture, l'apprentissage du vocabulaire, le langage, ont été insérées.

C'est donc un vrai changement iconographique qui a été apporté tant sur la couverture des ouvrages que dans les pages intérieures, a notifié le directeur de l'Inrap, Augustin Nombo.

Joseph Bizard, chef de service édition, a expliqué que les images sont passées de bichromie en quadrichromie. « *Aujourd'hui les manuels sont illustrés en quatre couleurs avec de jolies images très attirantes. Ces nouvelles illustrations attrayantes sont différentes de celles de l'ancien manuel* », a-t-il précisé.

Facteurs de l'élaboration des nouveaux manuels

La motivation de changer les manuels est d'abord institutionnelle. En effet, l'ancien « Horizon d'Afrique » datait d'une vingtaine d'années, alors que les manuels doivent être changés après cinq à dix ans, a renchéri Aimé Hubert Mazikou, directeur des programmes. A titre de rappel, un colloque a été organisé en 2014 sur l'enseignement du français au Congo et avait épinglé la question de la durée de cette collection. La raison de l'ancienneté a aussi été soulevée par les professionnels de l'éducation. En réalité, le constat date de quelques années. Pour Joseph Bizard, il y a eu une certaine lassitude du côté des enseignants y compris les autres professionnels et inspecteurs, plaidant pour le changement de cette collection. Avant d'ajouter que ce changement a surtout été motivé par une analyse commanditée par le ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation en 2012. Cette analyse avait identifié quelques manquements, notamment les erreurs à corriger, des questions liées à la thématique ainsi que la question du genre. C'est à l'issue de cette analyse que le cabinet du ministère a prescrit à l'Inrap le droit de réécrire cette collection.

Carmela Makita (stagiaire)

OFFRE DE VENTE DE VÉHICULES

L'ambassade de la République fédérative du Brésil à Brazzaville, République du Congo, vend les véhicules suivants :

1-Véhicule marque Camry, année 2008, couleur grise métallique, 5 places (passagers), prix minimum de la vente trois millions quatre cent quatorze mille (3 414 000) FCFA et

2-Véhicule marque Suzuki bus, année 2008, couleur beige, 8 places, prix minimum de la vente deux millions deux cent soixante-seize mille (2 276 000).

Les intéressés pourront voir les véhicules, en offrant la proposition d'achat dans une enveloppe cachetée à l'adresse suivante :

Ambassade du Brésil, avenue Nelson-Mandela C/MFOA / Brazzaville

FORCES ARMÉES CONGOLAISES

La promotion commandant Marien-Ngouabi fête ses trente ans

La première promotion sortie de l'Académie militaire Marien-Ngouabi a totalisé, le 30 septembre dernier, ses trente ans de vie. Pour saluer l'événement, le groupe de ces anciens élèves officiers a déposé une gerbe de fleurs à la stèle Marien-Ngouabi.

La promotion présidée par le commandant de la garde républicaine, Gervais Akouangué, a voulu honorer la mémoire de feu président Marien Ngouabi, une manière de se souvenir de leurs parcours.

Dans le cadre de cette commémoration, une messe d'action de grâce a également été célébrée en la basilique Sainte-Anne de Brazzaville, en présence du chef d'état-major général des Forces armées congolaises (FAC), le général



La photo de famille à la sortie de la basilique Sainte-Anne

de division Blanchard Okoï, leur lieutenant/instructeur à l'époque.

Outre cet office religieux, cette journée a permis également à toutes les promotions

issues de l'académie militaire Marien-Ngouabi et aux invités de faire un don de sang au Centre national de transfusion sanguine de Brazzaville.

Justifiant le bien-fondé de

l'événement, l'un de cette promotion, le colonel Ludovic Nsihou, a indiqué: « Après avoir satisfait à notre test, nous sommes rentrés à l'académie le 2 octobre 1989.

Après notre formation, nous avons évolué dans les différentes unités des armées et dans différents services civils. Trente ans, c'est quand même un âge mature. C'est ainsi que nous avons pensé nous retrouver pour faire le point de notre passé et entreprendre notre avenir ». Il a spécifié que le grand souvenir qu'il garde de cette époque est leur formation.

Invité à l'événement, le colonel Pépin Oyenga, de la deuxième promotion de cette académie, a déclaré: « Je suis venu dans le cadre des rites et traditions. Les anciens fêtent les trente ans de leur existence dans les FAC, il fallait bien qu'il y ait des jeunes, parce que ce sont eux qui ont marqué les premiers pas, qui nous ont donné le goût ».

Guillaume Ondzé

DRAME DU PSP DE CHACONA

Les parents des victimes réclament toujours l'indemnisation

L'audience du procès en appel dans l'affaire des treize jeunes décédés dans les geôles du Poste de sécurité publique (PSP) de Chacona, à Mpila, dans le sixième arrondissement de Brazzaville, Talangaï, ouverte ce mardi à la Cour d'appel, a été renvoyée au 15 octobre.

Le procès en appel qui s'est ouvert ce 1er octobre ne concerne que les intérêts civils. En effet, le Tribunal de grande instance de Brazzaville qui a condamné les six auteurs, tous des policiers à des peines diverses pour « homicide volontaire » et « non-assistance aux personnes en danger », s'était déclaré incompétent pour statuer sur l'indemnisation des victimes.

« Nous avons relevé appel sur le plan de l'indemnisation parce que le tribunal s'était déclaré incompétent quant à statuer sur les intérêts civils. La Cour d'appel va donc à nouveau examiner l'affaire sur la personne civilement responsable qui est l'Etat congolais », a expliqué Me Stève Bagne, l'un des avocats des parties civiles, sans contester l'action publique qui est devenue, selon lui, sans objet, étant donné que les condamnés n'ont pas relevé appel.

Notons que le tribunal a condamné, le 8 mars dernier, le commissaire principal de Chacona à deux ans d'emprisonnement ferme assorti de deux cent cinquante mille francs CFA d'amende et son adjoint à trois ans d'emprisonnement ferme plus une amende de trois cent mille francs CFA. Trois autres policiers ont écopé de douze mois d'emprisonnement ferme et d'une amende de cent cinquante mille francs CFA chacun. L'unique policière poursuivie dans cette affaire a été condamnée à une année d'emprisonnement avec sursis, plus une amende de cent cinquante mille francs CFA.

« Nous sommes confiants que les parents seront indemnisés parce qu'il n'y a aucune raison qu'ils ne le soient pas puisque nous savons qu'il y a plusieurs procès où l'Etat a été condamné à indemniser les victimes. Nous pouvons parler, entre autres, de l'affaire des disparus du beach où l'Etat a été condamné à payer les victimes alors qu'il n'y avait pas eu condamnation des accusés. Pour nous, il y a eu condamnation des prévenus, donc il n'y a pas de raison que l'Etat puisse s'abstenir de nous indemniser », a conclu Me Stève Bagne, précisant que l'audience du 15 octobre consiste à réfuter l'Etat congolais qui est civilement responsable dans cette affaire.

Pour rappel, le drame de Chacona s'était produit dans la nuit du 22 au 23 juillet 2018, occasionnant la mort de treize personnes. Pour l'inhumation des victimes, le gouvernement avait accordé deux millions francs CFA à chaque famille.

Parfait Wilfried Douniama

LUTTE CONTRE LES ANTIVALEURS

Les jeunes appelés à la prise de conscience

L'association « Impacte ton monde », initiative mondiale de leadership, a organisé une conférence, le 28 septembre à Brazzaville, visant à intéresser la jeunesse sur les défis actuels, entre autres, l'attitude et le profil qu'un jeune doit afficher pour devenir un leader afin de se prendre en charge.

La problématique de la prise en charge de la jeunesse, selon Auriac Bitsimou Tsalaboka, président d'Impacte ton monde, doit être prise sous l'angle de la rationalité. « Soyons visionnaires pour le futur ; l'avenir est pour un monde meilleur. Prendre conscience de votre propre valeur est la véritable source du bonheur et de la réussite dans votre vie », a-t-il souligné.



Le principal animateur de la conférence, Auriac Bitsimou Tsalaboka

La première des choses, a-t-il dit, est de savoir ce que l'on est ; la deuxième, pourquoi l'on est là ; et la troisième qu'est-ce que l'on est capable de faire. Pour cela, Auric Bitsimou Tsalaboka a indiqué que l'on doit se définir soi-même. Si une personne arrive à le faire, d'après lui, elle s'engagera à tout faire et, ce qu'elle peut devenir dépendra de sa volonté propre.

« La règle pour devenir un leader devrait reposer sur deux principes, à savoir les points forts et le talent. Face aux défis, soyons efficaces et positifs ; pensons en termes de succès et non d'échec. Aussi longtemps que l'on sera allongé pour fuir les coups que l'on reçoit, on finira par échouer », a-t-il insisté.

G.O.

ASSISTANCE

L'association Elisabeth-Kiaz offre des kits scolaires aux orphelins de Pointe-Noire

La fondatrice de l'association, Meslaye-Pineau-Kiazabou, a récemment fait un don de kits scolaires aux enfants démunis et défavorisés, en l'occurrence les orphelins de Pointe-Noire pour leur assurer une bonne rentrée scolaire.



Un échantillon de récipiendaires posant avec la fondatrice de l'association Elisabeth-Kiaz/DR

L'association Elisabeth Kiaz poursuit son œuvre sociale dans le domaine de l'éducation et de la formation des communautés congolaises. Fidèle à sa tradition d'asseoir son engagement social chaque année à l'endroit des enfants démunis et défavorisés, l'association a fait un don de fournitures scolaires aux orphelins de la ville océane pour leur permettre de bien démarrer la rentrée scolaire. Au total, plus de cent élèves partant de la maternelle à l'école primaire ont bénéficié de ce don essentiellement

composé de sacs à dos, de lots de cahiers, d'ensembles géométriques, d'ardoises, de stylos, de crayons et de gommes. Chaque kit était adapté au niveau scolaire de chaque élève. L'objectif de cette activité était de faciliter les conditions d'accès à l'éducation et d'alléger le fardeau financier des parents en cette période de crise. À l'issue de la remise officielle de ces kits, les récipiendaires, ont remercié l'association Elisabeth-Kiaz, pour son geste d'amour. « Nous remercions l'Associa-

tion Elisabeth-Kiaz pour ces fournitures scolaires. Nous promettons de travailler davantage afin de l'encourager à toujours nous aider », ont-ils dit tous joyeux.

Ce geste à la fois social et éducationnel a été également salué par de nombreux parents. « ...Grâce à l'Association Elisabeth-Kiaz, aujourd'hui mon enfant a toutes ses fournitures », s'est réjoui un parent d'élève. Il faut reconnaître qu'en République du Congo, de nombreux enfants ne vont pas à

l'école non pas parce qu'ils ne veulent pas, mais tout simplement parce que les conditions ne sont pas réunies et sont obligés de subir les affres de la société. Tous les enfants ont le droit d'aller à l'école, même les plus vulnérables. C'est le sens de l'engagement de l'association Elisabeth-Kiaz qui a procuré de la joie à plus d'une centaine d'enfants orphelins venus des différents quartiers de Pointe-Noire. En accomplissant cet acte, l'association Elisabeth Kiaz a non seulement donné du sourire et de la joie à ces enfants mais également permis à cette couche juvénile de se former, de s'éduquer et surtout d'avoir un avenir scolaire radieux. En effet, c'est depuis plus de huit ans que cette association accomplisse des gestes de haute portée sociale contribuant fortement à l'amélioration des conditions d'études de plusieurs enfants défavorisés, notamment les orphelins, les malades et bien d'autres au travers d'un programme qui met un point sur la distribution des fournitures scolaires, des médicaments, des produits alimentaires etc... Dans son mot de circonstance, la fondatrice de cette association a rappelé que l'éducation était le seul axe sur lequel l'on puisse agir pour

juguler les maux qui minent les sociétés, c'est également le pilier de tout développement.

« J'ai créé l'association Elisabeth-Kiaz il y a de cela 8 ans. L'association s'occupe des enfants malades, défavorisés et des orphelins. Nous avons à charge 96 enfants placés dans des familles respectives, chez les oncles, les voisins et les amis », a-t-elle dit avant de demander aux femmes de prendre soin de leurs enfants. Fondée autour des valeurs, un enfant, un toit, un avenir, en plus d'être une association à but non lucratif, l'association Elisabeth-Kiaz c'est également un orphelinat créé il y a trois ans et dont le siège social se trouve à Mpaka, dans le sixième arrondissement Ngoyo. Notons que l'une des missions premières de l'association Elisabeth-Kiaz est d'agir pour faire de l'éducation le levier essentiel de développement pour l'émergence d'une élite, pilier d'une société prospère. Quoique le quartier Mpaka soit son fief, l'association œuvre depuis plusieurs années dans les quartiers de Pointe-Noire et au niveau national. Sa fondatrice, Meslaye-Pineau-Kiazabou, est également la présidente nationale de la fondation Lefvoundzou Engondza Moderne.

Hugues Prosper Mabonzo

RENTÉE SCOLAIRE

La Croix-Rouge assainit le lycée Les 3-Glorieuses

Dans le cadre de ses actions ponctuelles, l'organisation humanitaire a initié, le 28 septembre, une opération de salubrité dans l'enceinte de l'établissement scolaire public, en prélude à la reprise des cours ce 1er octobre.

Des volontaires de la Croix-Rouge, près d'une vingtaine, ont pris part à l'activité qui concrétise le dynamisme du partenariat entre cette organisation et l'Education nationale mais aussi pour répondre aux directives des autorités locales d'assainir les établissements scolaires avant la rentrée des classes. Munis des balais, les membres du Conseil départemental de la Croix-Rouge Pointe-Noire et les volontaires ont nettoyé et désinfecté les salles de classe, tout en débarrassant la cour

de tout objet insalubre. Selon Jean-Paul Ngoubili, vice-président de la Croix-Rouge, cette activité qui a lieu vingt-quatre heures après la séance d'information, éducation et communication organisée au Centre de santé intégré Mbota Etraba, traduit la promptitude de cette organisation, toujours prête à accomplir ses missions humanitaires en faveur de la population. Il a promis que d'autres actions similaires seront organisées les jours à venir.

Hervé Brice Mampouya



Les volontaires de la Croix-Rouge nettoyant le lycée Les 3-Glorieuses/Adiac

PÊCHE

Les acteurs débattent sur la pénurie des produits du secteur

Jules Obo, inspecteur des services administratifs, juridiques et financiers, a entretenu, le 28 septembre à Pointe-Noire, les acteurs du domaine afin d'esquisser ensemble des approches de solutions pouvant éviter à terme la disparition des ressources halieutiques.



La tribune lors de la concertation sur la rareté des ressources halieutiques / Adiac

L'inspecteur des services administratifs, juridiques et financiers a été par le ministre d'Etat, ministre de l'Agriculture, de l'élevage et de la pêche, Henri Djombo, suite aux inquiétudes exprimées par les pêcheurs artisans et les armements de pêche sur la raréfaction des ressources halieutiques dans les eaux marines congolaises. La séance de travail a donc regroupé ces pêcheurs,

les responsables des armements de pêche, les associations en charge des questions de pêche et les syndicats du domaine.

Toutes leurs interventions ont porté sur les voies et moyens de sauver le poisson et les métiers de la filière qui, depuis quelques jours battent de l'aile. Sans détour ni langue de bois, chacun a pris la parole en toute liberté pour expliquer les causes de

cette pénurie dont les conséquences commencent déjà à influencer négativement sur le fonctionnement de plusieurs armements de pêche. De nombreux pêcheurs artisans sont également touchés par cette situation et, par voie de conséquence, le panier de la ménagère sévèrement affecté. Au nombre des causes épinglées figurent le laxisme des services de l'administration de pêche, incapables de

sanctionner les pratiques déloyales de certains armements; le manque d'équipements fiables pour bien mener leurs actions en mer telles la surveillance des bateaux au large; la surexploitation des côtes maritimes; la non observation des lois et règlements régissant la pêche au Congo; la pléthore des navires occupant les 170 km de côte; les tracasseries policières à la débarquement des ressources halieutiques...

Selon un représentant d'une organisation non gouvernementale, en 2001, le Congo ne comptait que vingt navires mais aujourd'hui, près de cent dix y ont été recensés. Un armement de pêche est même propriétaire de près de la moitié de ces engins. Des armements appartenant en majorité aux étrangers, en général, et aux Chinois, en particulier, qui violent inlassablement la réglementation nationale en pêchant jusque dans les 6000 nautiques réservés exclusivement à la pêche artisanale, détruisant au passage impunément le matériel de pêche des artisans. Plusieurs pêcheurs artisans ont dénoncé aussi les pratiques de ces armements qui n'observent aucunement le repos

biologique de la ressource halieutique et se permettent même de pêcher jusque dans la zone de reproduction des poissons. Ainsi, ils ont proposé que l'administration de la pêche s'inspire du département de l'Economie forestière qui fait observer des périodes d'ouverture et de fermeture de la chasse, par exemple.

Pour mettre fin à ces comportements très répréhensibles de certains acteurs de pêche véreux, les participants à la réunion ont suggéré plus de fermeté de la part de l'administration qui doit interdire strictement la pêche en territoire congolais aux armements qui foulent ostensiblement la loi. Aussi ont-ils proposé que soit mis en place un plan de gestion de la ressource halieutique et un plan de gestion de l'activité de la pêche.

« Tout le monde a à cœur que la ressource halieutique soit préservée. Pour ce faire, chaque acteur doit s'impliquer en respectant la législation en vigueur dans le pays. Les armements mis à l'index doivent rectifier le tir et se conformer à la loi qui sera appliquée avec rigueur et fermeté », a conclu Jules Obo.

Hervé Brice Mampouya

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo
un acteur économique majeur à vos côtés



* CONNECTEZ-VOUS

www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ
NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Gusso
Brazzaville - République du Congo



CHAMPIONNATS D'AFRIQUE DES CLUBS CHAMPIONS DE HANDBALL

Serge Oboa fixe les objectifs de la DGSP

Le président général du club a boosté le moral de ses joueuses avant le départ pour Praia, où elles participeront à la quarante-et-unième édition de la compétition.



Serge Oboa posant avec les joueuses, avant leur départ

Les membres de la délégation de la DGSP (Direction générale de la sécurité présidentielle) ont quitté Brazzaville, le 29 septembre, tard dans la nuit. Avant leur départ, ils ont été entretenus par leur président qui leur a demandé de miser sur la cohésion et le professionnalisme afin de négocier une place au podium comme pendant la dernière édition. En effet, la DGSP en séniors dames a glané une médaille en bronze lors de sa première participation à la Coupe d'Afrique des vainqueurs de coupe. Serge Oboa estime que son équipe est prête à défendre l'honneur du Congo, même si elle est logée dans une poule dite de la mort. « Nous avons le devoir d'améliorer notre classement. Pour ce faire, vous devrez être unis car rien n'est impossible. Nous attendons de vous le podium. Nous vous attendrons avec une médaille améliorée », a-t-il signifié.

La DGSP fonde son espoir sur les trente jours de préparation qui ont permis aux joueuses de se mettre au vert à travers des rencontres face aux clubs de Kinshasa et de Brazzaville. Notons que la compétition se tiendra du 4 au 13 octobre à Praia, au Cap-Vert, et la DGSP est logée dans la poule A avec Héritage de la République démocratique du Congo, le Cap et Bandama HBC de la Côte d'Ivoire.

Rude Ngoma

HANDBALL

L'Angola qualifiée pour les JO 2020

La sélection dames des Palancas Negras participera à sa septième phase finale des Jeux olympiques (JO) d'affiliée après 1996, 2000, 2004, 2008, 2012, 2016.

Le tournoi féminin de handball mettra aux prises douze sélections et l'Afrique n'a droit qu'à une seule place. Ce sont les Angolaises qui l'ont prise au terme du tournoi qualificatif qui s'est disputé à Dakar, au Sénégal. Les Palancas Negras se sont imposées devant les Lionnes de la Teranga 22-14, signant ainsi leur deuxième victoire en autant de matches. Avant de vaincre le Sé-

sur une défaite de 18-29. Le Cameroun, rappelons-le, n'a pas effectué le déplacement de la capitale sénégalaise à cause du manque de moyens financiers.

Les Angolaises ayant donc respecté leur statut des reines d'Afrique participeront à leur septième phase finale avec l'ambition d'améliorer leur classement. En 1996, elles s'étaient classées septièmes. En



Les Palancas Negras d'Angola/Adiac

négal, l'Angola avait pris le meilleur sur les Léopards de la République démocratique du Congo (RDC) 29-21.

La RDC termine la compétition à la troisième place sans gagner le moindre match. Son match contre le Sénégal s'était soldé

2000, elles ont occupé la neuvième place. En 2004, les Palancas Negras ont fait du surplace (9^e) avant de régresser en 2008 (12^e). Entre 2012 et 2016, elles ont respectivement occupé la 10^e et la 8^e places.

James Golden Eloué

FOOTBALL

Le week-end des Diabes rouges et des Congolais de la diaspora en Europe

Belgique, 5^e journée, 3^e division

Jordan Massengo, blessé à l'œil, manquait son deuxième match consécutif lors de la victoire du Royal Daring Club de Molenbeek face à Heist (2-0). Les Bruxellois sont 11^e avec 6 points.

France, 9^e journée, 2^e division

Le Mans chute à Guingamp (0-3). Morgan Poty, dans les 20 mais en tribune au coup d'envoi, manquait à l'appel. Bevic Moussiti Oko était titulaire : combatif, Valdivia peut en témoigner, mais sevré de ballons exploitables.

Portugal, 5^e journée, 3^e division, groupe A

Gaius Makouta ne figurait pas sur la feuille de match de la réserve de Braga qui l'emporte 5-0 face à Cerqueira.

La Réunion, 20^e journée, 1^e division

Encore une défaite, la 3^e consécutive, pour l'AS Jeanne d'Arc, défaite à domicile par la Tamponnaise (1-2). Ladislav Douniama était titulaire.

République tchèque, 11^e

journée, 1^{re} division

Le Ceske Budejovice s'incline chez le Slovan Liberec (2-4). Remplaçant contre son ancien club, Dzon Dlargar est entré en jeu à la 62^e.

Roumanie, 11^e journée, 1^{re} division

Sans Juvhel Tsumou, absent de la feuille, le Steaua Bucarest l'emporte 3-0 à Clinceni.

Hugo Konongo n'était pas dans le groupe de Sepsi qui a pris un bon point, ce lundi, à Iasi (1-1).

Sepsi et le Steaua sont respectivement 8^e et 9^e avec 14 points.

Russie, 15^e journée, 2^e division

Erving Botaka-Yoboma était titulaire lors du revers du Luch Vladivostok face à Chertanavo (0-1). Un sauvetage crucial sur Gerchikov qui partait au but en début de match. Le Luch est 12^e avec 18 points, à 7 longueurs de son adversaire du jour et à 19 du leader, le Torpedo Moscou.

Suède, 26^e journée, 2^e division

Vasteras et Ravy Tsouka



Auteur de ses 7^e et 8^e buts de la saison, Matt Moussilou place Meyrin en tête du championnat (DR)

Dozi, titulaire, s'inclinent à domicile face à Oster (1-2). Ce revers face à un mal-classé, le 4^e en 6 journées, met Vasteras en danger à quatre journées de la fin du championnat : seulement 5 longueurs d'avance sur les barragistes et 7 sur son adversaire du jour, premier relégable. Attention à ne pas tout perdre dans le sprint final.

Suisse, 9^e journée,

2^e division

Igor Nganga, titulaire, et Lausanne ne prennent qu'un point à Wil (2-2) après avoir rapidement mené 0-2.

Lausanne est premier avec 20 points, devant Wil et les Grasshoppers, 17 points chacun.

Suisse, 10^e journée, 3^e division

Franck Nioby n'était pas dans le groupe d'Yverdon,

tenu en échec par Carouge (1-1).

Suisse, 9^e journée, 4^e division, groupe 2

Meyrin prend la tête de son groupe après sa victoire sur Bulle (2-1).

Un succès qui doit tout à Matt Moussilou, auteur d'un doublé. L'ancien international, âgé de 37 ans, totalise désormais 8 buts cette saison...

Camille Delourme